

REPUBLIQUE DU BURUNDI



Ministère de l'Intérieur

PROVINCE DE GITEGA

COMMUNE GITEGA

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE (PCDC), DEUXIEME
GENERATION



**Vision de la commune : « Gitega havre de paix et de prospérité
avec une population en bonne santé, épanouie et éprise d'un
développement durable »**

Gitega, Mars 2013



giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Elaboré par
l'Equipe Communale de Planification avec l'appui
financier du programme d'Appui à la Décentralisation et
à la Lutte contre la Pauvreté ; ADLP; sous tutelle du
MDC

Table des matières

Table des matières.....	i
Liste des abréviations et sigles.....	iii
Liste des graphiques.....	v
Liste des tableaux.....	v
Résumé analytique.....	vi
0. INTRODUCTION.....	1
0.1. Contexte de l'élaboration du présent PCDC.....	1
0.2. Principes et conditions de l'élaboration du PCDC de la commune de Gitega.....	2
0. 3. Démarche méthodologique.....	3
I. DIAGNOSTIC DE LA COMMUNE.....	4
I.1. PRESENTATION DE LA COMMUNE DE GITEGA.....	4
1.1.1 Situation géographique.....	Error! Bookmark not defined.
1.1.2. Milieu naturel.....	4
1.1.3. Données démographiques et sociales.....	4
II. ANALYSE DES SECTEURS DE LA VIE SOCIOECONOMIQUE DE LA COMMUNE ..	6
II.1. SECTEURS ECONOMIQUES.....	6
II.1.1. Question foncière.....	Error! Bookmark not defined.
II.1.2. Secteur de l'Agriculture.....	9
II.1.3. Secteur de l'élevage.....	10
II.1.4. Environnement.....	11
II.1. 5. Artisanat.....	11
II.1.6. Activités commerciales et industrielles.....	13
II.1.7. Tourisme et hôtellerie.....	14
II. 1.7. Transport et communication.....	16
II. 1.8. Energie, mines et carrières.....	18
II.1.9. Finances communales.....	19
II.1.10. Dispositif financier d'appui à l'économie locale.....	21
II. 2. SECTEURS SOCIAUX.....	6
II. 2. 1. Secteur de l'éducation.....	6
II.2.2. Secteur de la santé et VIH/SIDA.....	7
II.2.3. Ressource en eau potable.....	7
II.2.4. Habitat et assainissement.....	7
II.2.5. Justice et Sécurité.....	8

II. 2.6. Analyse institutionnelle de la commune de Gitega	22
III. ORIENTATIONS RETENUES POUR LES CINQ PROCHAINES ANNEES (2013-2017)	28
3.1. VISION DE LA COMMUNE.....	28
3.2. LES AXES PRIORITAIRES D’INTERVENTION	28
IV. CONTENU DU PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE	32
4.1. Axe stratégique n° 1: Amélioration de l’accessibilité aux services sociaux de base (éducation, santé, eau potable et habitat)	32
4.1.1. Contexte et justification.....	32
4.1.2. Principaux objectifs.....	32
4.1.3. Groupes cibles.....	33
4.1.4. Contenu du programme.....	33
4.1.5. Stratégies d’intervention	35
4.1.6. Organisations et personnes responsables de la mise en œuvre des activités.....	35
4.2. Augmentation de la production agropastorale et protection de l’environnement (Agriculture, élevage, Environnement et démographie).	36
4.2.1. Contexte et justification.....	36
4.2.2. Objectifs	36
4.2.3. Groupes cibles bénéficiaires	36
4.2.4. Contenu du programme.....	36
4.2.5. Stratégies d’intervention	38
4.2.6. Organisations et personnes responsables de la mise en œuvre des activités.....	38
4.3. Axe stratégique n°4: Développement des activités économiques hors agricoles et les voies de communication (commerce, artisanat, énergie et voies de communication),.....	39
4.3.1. Contexte et justification.....	39
4.3.2. Objectifs du programme.....	39
4.3.3. Groupes cibles bénéficiaires	39
4.3.4. Contenu du programme.....	39
4.3.5. Stratégies d’intervention	41
4.3.6. Organisations et personnes responsables à la mise en œuvre de ces activités.....	41
4.4. Amélioration de la sécurité et de la bonne gouvernance locale (Sécurité, Justice, Genre, Droits de l’homme).....	42
4.4.1. Contexte et justification.....	42
4.4.2. Principaux objectifs.....	42
4.4.3. Groupes cibles bénéficiaires	42

4.4.4. Contenu du programme.....	42
4.4.5. Stratégies d'intervention	44
4.4.6. Organisations et personnes responsables de la mise en œuvre	45
V. MECANISMES DE MISE EN OEUVRE, SUIVI-EVALUATION ET ACTUALISATION DU PCDC.....	46
5.1. Mise en œuvre du PCDC.....	46
5.1.1 Phase organisationnelle	46
5.1.2. Phase opérationnelle.....	49
5.2. Evaluation financière de la stratégie de mise en œuvre et du suivi.....	74
5.3. Suivi – évaluation du plan.....	74
ANNEXE 1 : BUDGETISATION DES INTERVENTIONS ET STRATEGIE DE FINANCEMENT	i

Liste des abréviations et sigles

ABUBEF	: Association Burundaise pour le Bien être familial
ADLP	: Agence pour le Développement et la lutte contre la pauvreté
AEP	: Adduction d'Eau Potable
AG	: Assemblée Générale
AGR	: Activités Génératrices de Revenus
ARV	: Antirétroviraux
BAD	: Banque africaine de développement
BANCOBU	: Banque commerciale du Burundi
BBCI	: Banque Burundaise de Commerce et de l'Industrie
BCB	: Banque de crédit de Bujumbura
BRAGITA	: Brasserie de Gitega
BUDECA	: Burundi Déparchage Café
CCDC	: Comité Communal de Développement Communautaire
CDS	: Centre de santé
CDC	: Comité de Développement Communautaire
CFA	: Centre de formation artisanale
CEM	: Centre d'enseignement des Métiers
CMS	: Comité Mixte de Sécurité
CNTB	: Commission Nationale des Terres et autres biens
COOPEC	: Coopérative d'épargne et de crédit
CSLP	: Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DCE	: Direction Provinciale de l'Enseignement

DEL	: Développement économique local
DP	: Diagnostic Participatif
DPAE	: Direction provinciale de l'Agriculture et Elevage
ECP	: Equipe Communale de Planification
EP	: Ecole Primaire
ES	: Ecole Secondaire
FAO	: Food and Agriculture Organization
FBU	: Francs Burundais
FIDA	: Fond International de Développement Agricole
Ha	: Hectare
IMF	: Institutions de Microfinance
ISA	: Institut Supérieur d'Agriculture
ISABU	: Institut des Sciences Agronomique du Burundi
MARP	: Méthode Accélérée de Recherche Participative
MINAGRIE	: Ministère de l'Agriculture et Elevage
ODAG	: Organisation de développement de l'Archidiocèse de Gitega
OEV	: Orphelins et autres Enfants Vulnérables
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONAMOB	: Office National de télécommunication Mobile
ONATEL	: Office national de télécommunication
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PAIVAB	: Projet d'Appui à l'intensification vivrière et aménagement des Bassins versants
PARSE	: Projet d'Appui à la réhabilitation du secteur d'Elevage
PCDC	: Plan Communal de Développement Communautaire
PTME	: Programme de traitement Mère-enfant
PVVS	: Personne Vivant avec le VIH/SIDA
RN	: Route Nationale
RTNB	: Radio Télévision Nationale du Burundi
REGIDESO	: Régie des Eaux du Burundi
SIDA	: Syndrome d'Immunodéficience Acquise
SOCABU	: Société d'Assurance du Burundi
SOGESTAL	: Société de gestion des stations de lavage du café
VIH	: Virus d'Immunodéficience Humaine

Liste des graphiques

Graphique n°1 :	Evolution des précipitations annuelles et moyennes mensuelles de 2008 à 2012.....	6
Graphique n°2 :	Evolution des températures (en °c) de 2008 à 2012.....	7
Graphique n°3 :	Evolution de la population de 2008 à 2012.....	8
Graphique n°4 :	Situation du rapatriement de 2009 à 2012.....	8
Graphique n°5 :	Quantité d’engrais distribués en tonnes.....	11
Graphique n°6 :	Superficie couverte(en ha) par type de boisement.....	18
Graphique n°7 :	Evolution des dépenses son l’affectation.....	30

Liste des tableaux

Tableau n°1 :	Comparaison des rendements des cultures vivrières aux normes locales.....	10
Tableau n°2 :	Productions zootechniques en commune de Gitega.....	15
Tableau n°3 :	Apport du transport dans les finances communales.....	25
Tableau n°4 :	Evolution des recettes de 2009 à 2011.....	29
Tableau n°5 :	Evolution des dépenses de la commune de Gitega de 2009 à 2011.....	29
Tableau n°6 :	Situation du planning familial en commune de Gitega, 2012.....	45
Tableau n°7 :	Comparaison des axes du PCDC au CSLP II et OMD.....	46

Résumé analytique

Le présent Plan Communal de Développement Communautaire, PCDC en sigle, de la commune Gitega est le résultat d'un long processus de planification participative ayant intégré toutes les parties prenantes dans le développement de la commune.

En matière de décentralisation, la loi communale consacre la commune comme une entité autonome, porte d'entrée et centre de décisions du développement. Elle précise que la commune doit assurer l'appropriation du processus de développement par la population afin de garantir sa participation à toutes les étapes de réalisation des actions y relatives.

Ce document de PCDC a été élaboré grâce à la collaboration entre l'administration communale et le projet ADLP/GIZ suivant une approche ascendante, participative et inclusive de toutes les parties prenantes. Il tient compte de véritables besoins des communautés et sert d'instrument de négociation, de sensibilisation et de plaidoirie auprès des différents partenaires du développement, une référence pour tous les acteurs au développement de la commune Gitega.

Il a été élaboré par l'équipe communale de planification (ECP), mise en place par le conseil communal, avec l'appui des consultants animateurs recrutés par le Projet ADLP/ GIZ.

Le PCDC de la commune de Gitega, deuxième génération, s'articule en plus de l'introduction, en 5 chapitres à savoir :

0. Introduction qui donne le contexte et le cadre d'élaboration du PCDC ainsi que l'approche suivie au cours du processus de planification.

1. Diagnostic de la commune de Gitega : La commune est présentée sous ses aspects physiques, démographiques et administratifs.

2. Analyse des secteurs de la vie socioéconomique de la commune de Gitega. Les secteurs économiques et sociaux sont analysés en commençant par la présentation de l'état des lieux, en définissant les problèmes et contraintes qui entravent le développement de chaque secteur et enfin en donnant les différentes potentialités dont dispose la commune.

3. Orientations stratégiques du développement de la commune : Ce chapitre montre les 4 axes stratégiques retenus pour le développement de la commune de Gitega et leur concordance avec les axes stratégiques du CSLP II et des OMDs.

4. Contenu du programme de développement de la commune: Pour chaque axe stratégique, ce chapitre donne le contexte et justification, les objectifs du programme et les actions à mener y relatives, les groupes cibles bénéficiaires, la stratégie d'intervention et les personnes chargées de la mise en œuvre des actions du programme.

5. Mécanismes de mise en œuvre et suivi évaluation du PCDC : Ce dernier chapitre donne l'organisation et l'opérationnalisation de la mise en œuvre des actions du PCDC, son suivi évaluation et donne un exemple d'application de l'approche du développement économique local(DEL) à partir d'une seule action du PCDC. Enfin, la matrice des actions avec le budget constitue la première annexe du PCDC.

0. INTRODUCTION

La loi communale n° 01/016 ratifiée le 20 Avril 2005 portant sur l'organisation de l'administration communale, confère à la commune une personnalité morale de droit public et une autonomie organique et financière. Cette loi s'inscrit dans la politique nationale de décentralisation. Comme l'Etat Burundais a compris que la gestion centralisée du développement inhibe le développement des potentialités de certains chefs administratifs, il a voulu à travers cette loi déléguer les pouvoirs décisionnels et de gestion à la commune, porte d'entrée du développement durable suivant les principes de la bonne gouvernance.

De par cette loi, la commune a revêtu l'autorité de promouvoir le développement au niveau communautaire et local basé sur une politique de décentralisation. La mise en œuvre de cette décentralisation doit tenir compte de la participation des communautés qui sont en même temps des bénéficiaires directs. Ces derniers doivent avoir une place de choix dans la définition des priorités en matière de besoins socio-économiques.

La commune, pour atteindre les indicateurs de développement durable, doit élaborer et adopter un Plan Communal de Développement communautaire, (PCDC). Ce plan doit contenir les axes stratégiques de développement de la commune qui concordent avec les axes du CSLP II, les objectifs du millénaire pour le Développement(OMD), la vision Burundi 2025 et les politiques sectorielles des différents ministères déconcentrés.

Le PCDC étant considéré comme le guide du développement communal, renferme les actions prioritaires de développement qui seront menées au cours de la période quinquennale de 2013 à 2017. C'est aussi un instrument de négociation et de plaidoyer au près des bailleurs pour les financements des projets. Il sert de guide, de référence et du tableau de bord à tous les acteurs de développement dans la commune.

0.1. Contexte de l'élaboration du présent PCDC

Selon la loi portant organisation administrative des communes, il est stipulé que « la commune est une collectivité territoriale décentralisée, dotée de la personnalité juridique, de l'autonomie organique et financière ». Elle est, de part cette définition, une entité administrative autonome, appelée à organiser son fonctionnement et promouvoir son développement.

Pour atteindre ce pari, la commune doit élaborer et approuver un Plan Communal de Développement communautaire (PCDC) constituant les phares pour orienter son développement. Le processus d'élaboration de ce document obéit au guide national de planification communale. Les activités inscrites dans ce PCDC s'inspirent du Programme du Gouvernement 2010-2015, du Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la pauvreté

(CSLP) deuxième génération, de la Vision Burundi 2025, des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et du Document de politique nationale de décentralisation ainsi que des politiques sectorielles des différents ministères.

0.2. Principes et conditions de l'élaboration du PCDC de la commune de Gitega

L'élaboration du PCDC de la commune de Gitega, 2^{ème} génération, a débuté avec la mise en place de l'ECP. Cet organe a été institué par les membres du conseil communal. Les membres de l'ECP ont été ensuite formés sur le processus de l'élaboration du PCDC et sur la MARP.

Incluant toutes les parties prenantes et suivant l'acheminement ascendant, les Diagnostics participatifs ont été réalisés depuis les collines, zones et enfin au niveau de la commune. Ce processus inclut la population locale, les administratifs, les représentants de la société civile, les représentants des confessions religieuses, les membres de l'ECP, les membres du conseil communal et les acteurs au développement de la commune de Gitega.

L'approche utilisée a été participative et inclusive. Cette dernière permet aux bénéficiaires de s'approprier des projets inclus dans ce document et de faciliter ou au mieux contribuer pour leurs réalisations.

Le mot d'ordre était de recueillir les priorités de la population en général à chaque niveau et de planifier des activités réelles et réalisables à mettre en œuvre pendant les 5 prochaines années. Pour ce faire, le travail consistait à récolter le maximum d'informations sur les vrais problèmes des populations, à relever les atouts et les potentialités des localités concernées et à proposer des actions concrètes.

Ainsi, le document du PCDC doit tenir compte, en plus des documents de politiques nationales et internationales de développement, des aspirations de la population et des ambitions des autorités administratives (tenant compte des forces, faiblesses, opportunités et menaces).

En bref, les principes directeurs de cette planification étaient:

- (1) la promotion d'une citoyenneté responsable pour l'équité et la durabilité du développement communautaire,
- (2) l'intégration de la dimension spatiale (analyse des ressources naturelles, humaines, économiques etc.),
- (3) la participation des communautés de base, la collaboration avec les services et les partenaires extérieurs,
- (4) la cohérence des programmes locaux avec les politiques nationales et internationales et
- (5) la redevabilité et la transparence à tous les niveaux et entre tous les acteurs.

0. 3. Démarche méthodologique

La méthodologie utilisée s'est inspirée du Guide National de planification communale actualisé. L'outil principal utilisé a été la Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARP).

Le processus de l'élaboration du PCDC comportait 5 phases à savoir:

- La phase préparatoire qui incluait entre autre l'évaluation du PCDC 1ère génération,
- mise en place de l'ECP et sa formation, la proposition de la vision de la commune etc.
- phase d'analyse-diagnostic,
- phase de formulation du PCDC,
- phase d'élaboration du document du PCDC,
- phase de validation du PCDC.

Chaque phase comporte des sous phases. La phase d'analyse diagnostic comportait deux principales étapes à savoir: la récolte des données secondaires et l'animation des DP collinaires, zonales et communales. Ces DP ont été clôturés par un atelier de discussions et réflexions thématiques qui a abouti à l'élaboration d'une matrice d'actions à mener pour lever les contraintes relevées lors des différents DP .

L'approche méthodologique visait à:

- Responsabiliser les collectivités locales pour leur propre développement;
- initier la gestion rationnelle des ressources de la commune;
- doter la commune d'un cadre formel de planification annuelle pour des activités de développement;
- doter la commune d'un outil valable de négociation avec les partenaires au développement;
- garantir la synergie de tous les acteurs de développement communautaire.

Le produit attendu de ce processus est la dotation du plan communal de développement communautaire(PCDC) deuxième génération à la commune de Gitega. Ce PCDC est articulé en quatre parties à savoir (1) l'introduction, (2) la présentation de la commune, (3) la présentation synthétique de la vie socioéconomique de la commune, (4) les orientations de développement de la commune, (5) le contenu du plan. La monographie et le plan d'actions pluriannuel budgétisé viennent en annexes à ce document.

I. PRESENTATION DE LA COMMUNE DE GITEGA

I.1. Situation géographique

La Commune de Gitega est l'une des 11 communes qui composent la province de Gitega. Elle est délimitée au Nord par les communes de Giheta et Shombo(de la province Karusi), au Sud - Est par les communes de Makebuko, Nyarusange et Itaba, à l'Est par la commune de Butezi et Butaganzwa de la province Ruyigi et enfin à l'Ouest par la commune de Nyabihanga relevant de la province de Mwaro.

1.2. Milieu Physique

La partie Est de la commune de Gitega englobant la zone de Mubuga et une partie de la zone de Gitega rural sont les plus accidentées.

La commune de Gitega est située entièrement dans la région naturelle de Kirimiro qui se caractérise par une altitude comprise entre 1600 et 2000 m, une pluviométrie moyenne annuelle de 1130 mm, une température moyenne annuelle de 20°C, un climat du type tropical et tempéré par l'altitude.

Les principaux sols de la commune de Gitega ont une texture de type Argilo sableuse sur les versants de certaines collines, graveleuse vers le sommet des collines, argileuse sur les replats et dans les bas-fonds.

La commune de Gitega a un réseau hydrographique entièrement tributaire du bassin du Nil. La Ruvubu constitue le principal cours d'eau avec comme principal affluent la rivière Ruvyironza.

1.3. Données démographiques et sociales

La population de Gitega qui était estimée en 2008 à 136 562 habitants avec une densité moyenne de 432,9 hab/km² (recensement général de la population et de l'habitat de 2008), est à 150 151 habitants en 2012 avec une densité de 476 hab/km² selon la projection faite à partir de l'indice d'accroissement de 2,4% fourni par le département de la population.

Avec le mouvement de rapatriement, la commune de Gitega totalise aujourd'hui un effectif de 210 rapatriés dont 154, soit 73%, ont été rapatriés au cours de l'année 2012.

1.4. Cadre économique

La commune de Gitega tire la grande part des recettes dans les activités commerciales et artisanales grâce aux opportunités offertes par la zone urbaine de Gitega abritant la deuxième ville du pays. L'économie des ménages ruraux repose sur l'agriculture, l'élevage et les métiers.

1.5. Cadre social

Au niveau de l'éducation, la commune de Gitega enregistre tous les piliers de l'enseignement à savoir l'enseignement pré scolaire, primaire, secondaire général et technique, universitaire. Au

niveau professionnel, la commune connaît des centres d'enseignement professionnels et des métiers.

Dans le domaine sanitaire, la commune dispose d'un hôpital, des centres de santé publics et privés avec tous les services connexes. En outre, il existe dans cette commune un centre de réadaptation et rééducation des handicapés.

Au niveau de l'eau, hygiène et assainissement, la commune dispose des réseaux d'adduction d'eau potable, des sources aménagées, des latrines publiques avec des structures de collecte des déchets et ordures ménagers dans la ville de Gitega.

1.6. Cadre institutionnel de la commune

Avec une superficie estimée à 315,44 km², la commune de Gitega est subdivisée en 4 zones à savoir la zone Mungwa avec 10 collines, la zone Mubuga avec 8 collines, la zone Gitega rural avec 11 collines et la zone Gitega urbain avec 9 quartiers. Autrement dit, la commune de Gitega compte trois zones rurales composées de 29 collines de recensement qui sont réparties en 112 sous collines et d'une zone urbaine composée de 9 quartiers avec 39 sous quartiers.

La commune est dirigée par le conseil communal avec un administrateur qui est secrétaire du conseil et gère les affaires administratives au quotidien. Pour l'appui de l'administrateur, il existe des conseillers techniques et de l'équipe d'appui technique déconcentré relevant des différents ministères publics.

II. ANALYSE SYNTHETIQUE DES SECTEURS DE LA VIE SOCIOECONOMIQUE DE LA COMMUNE

II. 1. SECTEURS SOCIAUX

II. 1. 1. Secteur de l'éducation

La commune de Gitega organise l'enseignement pré scolaire avec un effectif de 2.349 enfants d'âge compris entre 3 et 6 ans.

Au niveau de l'enseignement primaire, les ratios actuels de la commune sont respectivement de 77 écoliers par salle de classe, 35 écoliers par enseignant, 3,5 écoliers par banc pupitre.

Il convient de rappeler que les disparités sont encore observées entre les EP (144 écoliers par salle de classe, 73 écoliers par enseignant et 5 écoliers par banc pupitre). A ce niveau, la mauvaise répartition des enseignants dans certaines écoles cause ces disparités.

Le taux d'abandons scolaires est de 4,2% et le taux de réussite au concours national a été de 40% pour l'année scolaire 2011-2012.

Au niveau secondaire, la commune de Gitega compte pour cette année scolaire 2012-2013, un effectif de 14.374 élèves répartis à l'enseignement général et technique. Ils sont encadrés par 446 professeurs avec un déficit de 75 professeurs et de 41 unités pour le personnel administratif en vue de se conformer aux normes.

Des problèmes comme l'insuffisance de salles de classe, d'équipements (bancs pupitres), du manuel pour les élèves et les enseignants et du matériel didactique se posent encore en commune de Gitega tant au primaire qu'au secondaire.

Au niveau de l'enseignement technique et professionnel, la commune compte un centre d'enseignement professionnel (CFA) et un CEM à Bwoga. Il convient de rappeler que presque toutes les infrastructures scolaires qu'on trouve dans la commune de Gitega ne sont pas adaptées aux conditions d'apprentissage des enfants avec handicap physique.

Dans le domaine du sport, les habitants de la commune de Gitega pratiquent tous les sports qui existent dans le pays avec des terrains de jeux sur certaines écoles, un stade de football et des hôtels disposant des piscines pour la natation.

En matière de la culture, la commune de Gitega est la pépinière des tambourinaires avec les sites touristes comme la Musée nationale de Gitega et autres sites touristes à caractère historique. En outre, des clubs culturels de danseurs et danseuses existent sur certaines collines et dans les écoles secondaires.

II.1.2. Secteur de la santé, eau et habitat

La commune Gitega compte 22 CDS et 2 hôpitaux avec 15 médecins et 270 infirmiers et techniciens médicaux. Les consultations curatives et préventives, la vaccination, le dépistage du VIH/SIDA, les examens de laboratoire, la maternité, la petite chirurgie sont opérés par ces structures sanitaires. Cependant, l'hospitalisation, la radiographie, la chirurgie restent l'apanage des hôpitaux.

Au niveau des normes actuelles, la commune dispose un médecin pour 10.010 habitants, un hôpital pour 75.075 habitants et un CDS pour environ 15 Km² avec le taux moyen de séroprévalence du VIH/SIDA de 2,6%.

Le manque de médecins spécialistes, les mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement, l'insuffisance d'équipements et de médicaments, etc. sont les principales contraintes qui handicapent aujourd'hui le secteur sanitaire en commune de Gitega.

Dans le secteur de l'eau potable, les ménages de la zone urbaine sont raccordés en eau par la REGIDESO avec 24 sources aménagées pour compléter le potentiel hydraulique. Au niveau des 3 zones rurales, le réseau d'AEP totalise 58,2 Km avec 67 bornes fontaines, 132 sources aménageables mais non aménagées, 435 sources aménagées fonctionnelles et 78 sources aménagées non fonctionnelles.

En plus de l'insuffisance de ces structures d'approvisionnement en eau potable, certaines sources aménagées et bornes fontaines ne sont pas fonctionnelles. Une source aménagée sert une population établie sur plus de 3 Km² sans parler des bousculades et un fil qui s'observe autour d'un point d'eau.

Avec l'habitat est dispersé dans les zones rurales et concentré dans la zone urbaine, 50% des habitations sont en tuiles, 43% en tôles et 7% en pailles. La commune dispose aussi des matériaux locaux de construction extraits des carrières ou produits dans les four-tunnels (briques, sable, moellons, etc.) avec une usine de concasserie.

Au chapitre de l'assainissement, seules les habitations situées dans des quartiers viabilisés de la zone urbaine sont reliées au système d'évacuation des eaux usées. Quelques habitations à l'initiative individuelle installent le système de collecte des eaux sur les toitures.

La commune dispose également de quelques latrines publiques surtout aux endroits de grand attroupement dans la zone urbaine et leur gestion revient à l'administration de la commune.

La commune est confrontée cependant aux problèmes relatifs à l'extraction anarchique des matériaux locaux de construction, à l'insuffisance de l'évacuation des déchets et ordures ménages, aux quartiers qui ne sont pas raccordés au système d'évacuation des eaux usées, manque de moyens des services techniques habilités, à l'insuffisance de latrines publiques et la faible adoption par les ménages des conditions minimales d'hygiène et assainissement, etc.

II.2.5. Justice, paix et sécurité, genre et gouvernance locale

La commune de Gitega dispose d'un Tribunal de résidence de Gitega dont le bâtiment vient d'être réhabilité avec une salle d'audience, 4 bureaux des magistrats, un bureau de la greffe. Le personnel est composé de 9 magistrats avec 5 du niveau A₂ et 4 de niveau Humanités complètes avec une formation complémentaire en juridique. Il est doté de 2 motos et d'une seule machine à écrire qui restent insuffisants pour couvrir toute la commune et le traitement des dossiers dans le temps raisonnable.

Les affaires civiles sont les plus reçues (94,6%) et 74% des 21% d'affaires jugées attendent d'être exécutées.

La paix et la tranquillité sont de mise en commune de Gitega. La sécurité est bonne et se maintient à travers la stratégie actuelle de la police de proximité.

Au sujet de gouvernance locale, les structures dirigeant la commune (conseil communal, conseil collinaire) sont élues par voie de vote. La lutte contre la corruption est une affaire de tout citoyen et surtout des structures administratives avec le concours appréciable des associations de lutte contre la corruption « OLUCOME »). Les femmes sont impliquées que ce soit dans les services publics et privés et constituent le centre d'intérêt pour la prise des décisions des actions de développement. Enfin, les droits de la personne humaine sont respectés (sauf quelques cas de violences faites aux femmes encore signalées) et la prison centrale de Gitega érigée dans cette même commune appuie dans la correction des récalcitrants.

Ce secteur d'activités est handicapé en grande partie par la persistance des conflits sociaux (conflits liés à la propriété foncière, aux vols, aux viols, etc.) qui perturbe la cohésion sociale et l'ignorance des procédures judiciaires qui fait que la population a tendance à soumettre tous ses différents à l'administration communale ainsi que la délinquance juvénile renforcée par l'insuffisance des centres d'encadrement des jeunes ce qui ouvre la porte aux maladies pandémiques et à l'alcoolisme, etc.

II.2. SECTEURS ECONOMIQUES

II.2.1. Secteur de l'Agriculture

La commune de Gitega pratique l'agriculture comme activité principale de production qui repose sur les cultures vivrières, maraichères et fruitières (avocat) et les cultures de rente (Café). Avec la superficie totale de 315,44 km², la superficie moyenne exploitable par ménage est de 23,5 ares. La commune dispose aussi de 693 ha de marais exploitables toutes les saisons mais qui sont exploités traditionnellement.

L'outillage reste rudimentaire et les rendements des cultures restent en deçà des rendements normatifs. Les semences sont produites par les multiplicateurs certifiés et le centre semencier de Rutegama mais certains ménages prennent encore les semences sur les précédentes récoltes. Les engrais minéraux sont distribués par la DPAE mais sur 182 tonnes de DAP fournies pour l'année 2012, un ménage ne recevait en moyenne que 9,7 kg DAP alors qu'il avait besoin de 47 Kg par saison agricole pour fumer son exploitation de 23,5 ares par saison agricole.

Au niveau du stockage des productions, il existe des Silos à Zege qui, depuis les années 80, ne sont pas fonctionnels.

La main d'œuvre est familiale mais elle est sous employée pour la grande partie de l'année. En effet, par saison, 4 membres actifs par ménage mettront 36 jours pour les travaux agricoles au cours de chaque saison (23,5ares) ce qui ferait plus de 80 jours de sous emploi.

La filière café et en cours de libéralisation et la commune dispose des usines de lavage, de déparchage (BUDECA et SONICOFF). Les caféiculteurs sont gérés par les associations et confédérations même en matière d'octroi des intrants.

La fertilité du sol régresse par manque d'aménagement des bassins versants, rotation et association des cultures non rationnelles et de techniques de labour inadéquates.

Au niveau de la vulgarisation agricole, le personnel d'encadrement est mis en place mais les capacités techniques et matérielles ne sont pas à sa portée.

La commune de Gitega abrite des institutions de microfinance qui octroient des crédits aux producteurs agricoles en association mais la faible structuration de ces derniers handicapent leur appui. Il y a aussi des projets et des partenaires locaux et internationaux qui accompagnent les producteurs dans le développement de la production agricole.

Il est à signaler enfin que les filières retenues en commune de Gitega sont la pomme de terre, la banane, le maïs, le manioc et le café mais que les indicateurs de base manquent en commune de Gitega.

II.2.2. Secteur de l'élevage

Le cheptel de la commune de Gitega est constitué de bovins, caprins, ovins, porcins et de volailles. En général, l'élevage est du type traditionnel avec des races locales mélangées à des races améliorées qui sont distribuées par différents intervenants à travers le système de "chaines de solidarité".

La conduite d'élevage est dominée par le libre pâturage malgré sa réduction progressive suite à la pression démographique. Il existe des éleveurs progressistes qui pratiquent de l'élevage moderne avec des animaux de race locale croisés surtout au sang frisonne. Ils sont estimés à environ 700 bovins de races variées (croisés de race Ayrshire, Sahiwal, Brune Suisse, Montbéliard, etc.)

L'appui apporté par les différents intervenants s'évalue pour l'année 2012 à 6 vaches de race frisonne, 260 caprins, 127 caprins avec 6 boucs, 200 porcins avec 4 verrats. Il est à signaler que les données par tête de bétail manquent à la commune.

Le petit bétail constitue du capital facilement mobilisable par les ménages. A titre illustratif, une truie peut donner en moyenne 8 porcelets par vêlage ce qui peut rapporter facilement après 4 mois une somme de nonante mille (90.000) Francs burundais soit environ 45 USD.

Les productions moyennes commercialisées pour l'année 2012 sont respectivement 1231 litres de lait, 8382 peaux, 3102 têtes de bovins abattus, 5280 têtes de caprins abattus et 1056 têtes d'ovins abattus.

Au niveau des infrastructures vétérinaires, la commune dispose d'un laboratoire vétérinaire, un centre avicole, un abattoir et couloirs d'aspersion, un marché de bétail de Zege, des pharmacies vétérinaires et une unité de conditionnement du lait même si certains d'entre elles ne sont pas fonctionnelles (laboratoire, centre avicole, unité de conditionnement du lait).

La pisciculture était développée dans le temps mais les unités d'essai qui étaient aussi établies à l'ISA ne sont plus productives.

L'apiculture est développée dans la commune de Gitega avec l'appui du projet PARSE/FIDA et une filière est déjà en cours de renforcement.

La production zootechnique est handicapé par la prédominance du cheptel de race locale, des méthodes de conduite non adaptées aux petites exploitations dont disposent les ménages et un encadrement non musclé surtout en ce qui concerne la vulgarisation des techniques d'insémination artificielle, alimentation du bétail pour la maximisation de la production et la lutte contre les maladies par le fait de rendre disponibles les produits et médicaments vétérinaires.

La commune de Gitega dispose un grand marché de consommation des produits et sous produits zootechniques, un marché de bétail de Zege, des partenaires locaux et internationaux ainsi des projets qui appuient le secteur et des services centraux d'encadrement zootechnique.

II.2.3. Environnement

La commune de Gitega possède des boisements domaniaux avec 104 ha, privés avec 96 ha et communaux avec 43 ha. L'Eucalyptus est l'essence généralement répandue probablement grâce à (1) son utilisation habituelle comme bois de chauffe ou bois d'œuvre et à (2) sa vulgarisation séculaire au Burundi. En plus de l'Eucalyptus, on enregistre le Grevilléa, Callitris, Cyprès, Pinus, Casuarina, etc. L'agroforesterie est représentée par le grevillea et les avocatiers.

L'exploitation des carrières (matériaux de construction) se fait de manière anarchique sans respect des normes réglementaires ce qui affecte négativement l'environnement. La pression démographique est aussi la cause de la destruction de l'environnement dans le but de l'extension des terres cultivables. A cela s'ajoute la demande excessive du bois au profit des chantiers en cours de construction dans la commune de Gitega

II.1. 5. Artisanat

II.1.5.1. Etat des lieux

En commune Gitega, trois types d'artisanat sont pratiqués. Il s'agit de l'artisanat de production, l'artisanat de services ainsi que l'art.

■ *Artisanat de production*

L'artisanat de production est le plus pratiqué et accapare le plus grand nombre d'artisans et d'unités de production artisanale. Il est pratiqué soit individuellement ou en associations.

Les principales unités représentées sont la briqueterie, la tuilerie, la charpenterie, la soudure, la vannerie et le tissage, la menuiserie et la poterie, etc. La majorité des produits artisanaux sont destinés à satisfaire les besoins locaux mais les produits issus de la vannerie et tissage sont appréciés surtout par les touristes étrangers.

■ *Artisanat de services*

L'artisanat de service est en grande partie rencontré en zone de Gitega urbain et est composé de salon de coiffure, de garage, de soudure, etc. Ces artisans travaillent soit à titre individuel ou regroupé en association. Ce type d'artisanat parvient à insérer les personnes moyennement formé dans la vie professionnelle.

A côté de ces deux types d'artisanat, on enregistre ***un autre type d'artisanat représenté par les métiers comme la peinture*** qui se développe avec l'accroissement du secteur touristique en commune de Gitega. En plus de la peinture, cette catégorie comprend la sculpture à base du bois, du métal et d'argile, le travail sur les pierres précieuses, la peinture sur tissus, etc. Les produits issus de ces métiers sont vendus soit localement ou exportés.

II.1.5. 2. Problèmes et contraintes liés à l'Artisanat

Les problèmes liés au secteur artisanal sont les suivants :

- **Insuffisance des matières premières** : Comme les matières premières utilisées sont soumises à la réglementation environnementale, les artisans sont souvent en conflit avec la loi et sont réputés destructeurs de l'environnement. D'autres artisans font face à l'insuffisance du potentiel électrique et observent parfois des journées de chômage.
- **Faible structuration des artisans** : La plupart des artisans travaillent individuellement. Même ceux qui sont en associations n'accèdent pas facilement aux crédits car leurs associations ne sont pas légalisées.
- **Absence de promotion du secteur artisanal** : Le marketing et la publicité sont des facteurs importants pour la promotion des articles artisanaux. Leur absence entraîne l'inadéquation production-écoulement des produits artisanaux.
- **Faible technicité des artisans** : Les artisans sont pour la plupart formés sur le tas et leurs produits ne sont pas de très bonne qualité pour attirer les investisseurs et le tourisme. En outre, ce secteur bénéficie de peu d'intervenants pour le renforcement de ces métiers artisanaux.
- **Insuffisance de ressources financières allouées au secteur des métiers** : La commune de Gitega n'intègre pas dans son budget annuel des fonds pour l'appui du secteur artisanal.

II.1.5. 3. Potentialités offertes par la localité

La commune de Gitega offre grâce à la présence de la zone urbaine du grand potentiel de développement des activités artisanales à savoir:

- **Développement des projets d'infrastructures communautaires en commune de Gitega.**



Immeuble en construction à Gitega

- **Présence des dispositifs financiers d'appui au secteur artisanal (IMFs, Banques, etc).**

- **Accessibilité aux voies de communication:** La commune de Gitega dispose d'un réseau routier important pour faciliter l'écoulement des produits artisanaux.
- **Existence des centres de formation des métiers:** On peut citer le CFA Gitega et le CEM Mubuga.

II.1.6. Activités commerciales et industrielles

II.1.6.1. Etat des lieux

En commune de Gitega, les activités commerciales reposent essentiellement sur de marchés, de magasins, de boutiques et de petites alimentations. On observe également de petits restaurants éparpillés dans différents quartiers populaires et des restaurants dites « classes » érigés au sein des grands hôtels.

Les recettes communales sont en grande partie composées des taxes perçues sur les activités commerciales à la hauteur de 53,4% des recettes totales de l'année 2011.

La commune enregistre 3 marchés à savoir : le marché central de Gitega (qui se tient tous les jours), le marché de Mubuga (Mercredi et Dimanche) et le marché de Rutoke en Zone Mungwa (jeudi et Dimanche). Le commerce ambulante trouve une place significative dans la ville de Gitega par suite à l'évasion fiscale et rétrécit l'assiette fiscale. On note également l'existence des silos qui ont été construits depuis les années 80 et qui n'ont jamais servi.

Dans le domaine industriel, la commune abrite des unités industrielles composées de 2 usines de déparchage du café à savoir la SODECO et la SONICOFF, des usines de dépulpage et de lavage du café et d'une usine de fabrication des boissons BRAGITA en mutation vers la fabrication de la bière du sorgho.

Avec la filière café au Burundi, la SODECO et la SOGESTAL sont en voie de vente aux opérateurs privés

Ces dernières contribuent d'une part à la création de bonnes conditions de vie d'une partie des habitants qui y vendent leurs productions et d'autre part en embauchant une bonne partie de la main d'œuvre qualifiée et non qualifiée, contribuant ainsi à l'amélioration des revenus au niveau des ménages.

La BRAGITA est entrain de renouveler les équipements pour évoluer vers la production de la bière du Sorgho. Cette activité compte démarrer avec le mois de juillet 2013. Cette production de la bière du sorgho permettra aux producteurs de développer la culture du sorgho.

II.1.6.2. Problèmes et contraintes liées aux activités commerciales et industrielles

Les contraintes qui handicapent le développement des activités commerciales et industrielles sont les suivantes :

- ✓ *Les petits producteurs agricoles ne sont pas suffisamment organisés* pour pouvoir négocier un prix rémunérateur L'existence du commerce ambulante qui empiète sur le commerce reconnu sur les mêmes produits et rétrécit l'assiette fiscale.
- ✓ *Les faibles capitaux suite aux taux d'intérêt élevés pratiqués par les banques et les IMF*s face à la faible structuration des commerçants pour accéder au crédit solidaire et warrantage.
- ✓ *L'insuffisance du courant électrique*: Les coupures et délestages du courant affectent négativement le commerce des produits frais et des produits congelés.

II.5.2.3. Potentialités liées aux activités commerciales

Ce sont essentiellement :

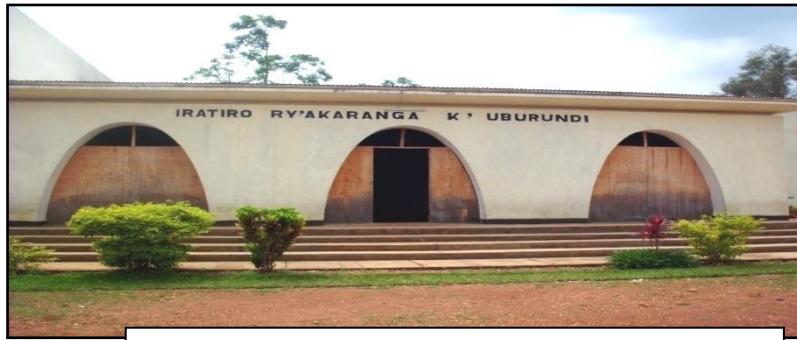
- la présence des consommateurs diversifiés grâce à la ville qui regorge une population importante et qui attire les touristes tant nationaux qu'internationaux.
- Les différentes filières agricoles qui se développent à l'horizon.
- La présence d'usines de transformation des produits agroalimentaires.
- La présence des institutions de microfinance et banques qui octroient des crédits aux investisseurs.
- Le climat sécuritaire qui favorise l'attraction des investisseurs étrangers.
- L'existence des voies de communication facilitant le circuit commercial.

II.1.7. Tourisme et hôtellerie

II.1.7. 1. Etat des lieux

La commune de Gitega dispose des sites touristiques pouvant attirer les visiteurs tant nationaux qu'internationaux et procurent une valeur ajoutée aux finances communales. Il s'agit de : Musée National de Gitega, monument en mémoire de Monseigneur Ruhuna, monument du Prince Louis Rwagasore, espace aménagé en mémoire du Président Ndadaye Melchior, Arbre marquant le centre du Burundi, Espace aménagé sur l'ancien marché de Gitega, Tribunal de Grande Instance où a été formé et réuni le Premier Gouvernement du Roi du Burundi.

Le musée de Gitega par sa richesse historique, attire plus de visiteurs et contribue de manière significative aux recettes communales.



Musée historique de Gitega

Du côté de l'hôtellerie, un pas est déjà franchi car en 2005 la commune comptait 26 hôtels et guest houses alors qu'aujourd'hui elle est à 39. Les capacités d'accueil sont passées de 299 chambres en 2005 à plus de 500 chambres en 2012.



HELENA HOTEL

II.1.7. 2. Problèmes et contraintes liés au secteur du tourisme

Les contraintes majeures sont notamment :

- ✓ Le faible développement du marketing et publicité des sites touristiques et des infrastructures hôtelières,
- ✓ la faible qualification du personnel des hôtels,
- ✓ absence du plan directeur de développement du tourisme,
- ✓ manque du dispositif d'information au quotidien (Site Web) de la situation sanitaire et épidémique qui freine les touristes à concurrence des pays limitrophes.

II.1.7. 3. Potentialités offertes par la localité en matière du tourisme

La commune de Gitega enregistre les potentialités suivantes :

- Existence des sites touristiques historiques qui ne se rencontrent pas dans les autres coins du pays,
- présence des Hôtels VIP, moyenne et petite classe avec de grandes capacités d'accueil,
- accalmie et environnement sécuritaire et reposant favorables au tourisme.

- voies de communication améliorées (internet à haut débit, routes et pistes rurales).

II. 1.7. Transport et communication

II.1.7.1. Etat des lieux

➔ Voies de transport

Les échanges commerciaux se font aisément à travers toutes les collines et quartiers qui composent la commune de Gitega avec les autres communes et provinces limitrophes suite à son réseau de communication assez important et diversifié.

Au niveau du réseau routier, la commune de Gitega est le terminus de la route macadamisée reliant Gitega et Bujumbura (RN₂), le point de départ des Routes nationales et provinciales reliant Gitega – Makebuko (macadamisée), Gitega – Karuzi (macadamisée), Gitega – Ngozi (en terre), Gitega – Mwaro (en terre). L’entretien des pistes rurales est l’apanage des communautés à travers les travaux communautaires.

Le transport des biens et des personnes est assuré par les voitures, les vélos, motos et par tête.

Le transport améliore les recettes communales à travers les taxes perçues sur les moyens de transport comme le montre ce tableau.

Tableau n°3: Apport du transport dans les finances communales.

Moyens de transport	Effectif	Taxe annuel unitaire	Montant total annuel
Voiture taxi	143	4 500	643 500
Mini bus (18 places)	52	7 500	390 000
Bus (30 pers et plus)	2	75 000	150 000
Camionnette (inf à 3T)	5	20 000	100 000
Camions benne	70	50 000	3 500 000
Camion remorques	2	120 000	240 000
Moto taxi	200	8 000	1 600 000
Vélos taxi	120	750	90 000
Total annuel			6 713 500

Source: Commune Gitega, 2012

Au niveau du transport aérien, il existe une piste aéronautique en terre battue de 950 m sur 16 m dans la zone urbaine de Gitega. La piste est gérée par l’Etat et reçoit des avions de type « petit porteur » d’un tonnage maximum de 3 tonnes.

➡ *Voies de communication*

1° Réseau téléphonique fixe.

La commune de Gitega abrite un bureau de l'ONATEL qui enregistre 2108 abonnés à la téléphonie fixe. Cette dernière est utilisée par les services publics, privés et les ménages. Des fax existent également surtout dans certains services centraux œuvrant dans la commune.

2° La téléphonie cellulaire

Ce type de téléphonie est représenté par les sociétés LEO Burundi, ONAMOB, Tempo-Africel, ECONET et SMART MOBILE. Leurs réseaux couvrent entièrement la commune de Gitega.

3° Internet

L'internet constitue une voie de communication avec une grande affluence dans la zone urbaine de Gitega. Elle est accessible via les cybers privés, les téléphonies cellulaires et certains services tant publics que privés qui sont aussi abonnés. La zone urbaine de Gitega compte 50 téléphonies publiques à caractère commercial.

En plus des cybers café, les grands hôtels sont connectés à un navigateur sans fil avec haut débit, facilitant ainsi la communication des touristes et visiteurs. La navigation internet à travers la phonie cellulaire est développée par les maisons de Communication comme ECONET et LEO Burundi.

4° Presse et médias

Le canal d'information le plus répandu à travers les zones de la commune de Gitega est essentiellement les postes récepteurs. Ce canal permet à la population d'avoir accès à l'information et d'être formée en suivant les émissions variées. Presque toutes les radios émettant depuis Bujumbura sont captées dans la commune de Gitega avec une seule radio émettrice (Radio Maria Burundi). Son antenne relais est installée à Bujumbura.

Au niveau de la presse écrite, la commune dispose d'un centre MultiMedia équipé et fonctionnel relevant du MINAGRIE, le journal IWACU et 3 librairies. La RNP du Burundi assure aussi le transport du courrier au niveau national et international.

II.1.7.2. Problèmes et contraintes en matière du transport et communication

Les contraintes retenues au cours du diagnostic participatif sont les suivantes :

- ✓ ***Mauvais état des routes*** : Les routes en terre subissent des dégradations liées à l'érosion ce qui épuise rapidement la couche latéritique. Les caniveaux sont bouchés sur certaines routes et provoquent des éboulements des talus. Certains ponts et ponceaux fabriqués en matériaux locaux pour certaines pistes ne sont pas en bon état. Les photos ci-après renseignent sur l'état des pistes rurales.



Etat des pistes rurales

- ✓ ***Mauvaise répartition des infrastructures routières*** : la zone urbaine est la plus nantie en réseau routier alors que les zones rurales en disposent moins que de besoin et sont en terres.
- ✓ ***Insuffisance des voies de communication*** : les canaux d'information relevées ci-dessous ne sont pas bien répartis et suffisants pour couvrir le besoin d'information à travers toute la commune. En effet, l'internet n'existe pas dans les zones rurales et la téléphonie cellulaire est loin d'être accessible à tous les ménages ruraux.
- ✓ ***L'insuffisance de moyens matériels pour l'entretien des routes et pistes rurales à la disponibilité des habitants.***
- ✓ ***L'analphabétisme des habitants de Gitega*** limite l'exploitation des journaux.
- ✓ ***L'insuffisance des centres de lecture*** limite le développement et encadrement de la jeunesse de la commune de Gitega.

II.1.7. 3. Potentialités liées au Transport et Communication

La commune offre des potentialités suivantes:

- ✓ Un réseau routier avec des routes nationales et provinciales macadamisées, des routes communales et rurales favorisant le transport des biens et des personnes.
- ✓ L'aérodrome de Gitega qui assure le transport aérien.
- ✓ La zone urbaine de Gitega propice au développement des voies de communication variées (internet, centres de lecture, salles de cinéma, etc).
- ✓ Une population jeune et estudiantine.

II. 1.8. Energie, mines et carrières

II.1.8.1. Etat des lieux

La commune de Gitega est connectée à l'électricité à partir du barrage Hydro-électrique de Rwegura et du barrage de Mugeru. La commune subit des délestages comme il en est le cas

pour les autres coins du pays. Cependant, la présence du courant électrique dans la ville de Gitega favorise le développement de divers métiers et limite les cas de banditisme.

Dans les zones rurales, certains centres sont connectés à l'électricité fournie par l'Agence Burundaise de l'électrification rurale mais les ménages ruraux utilisent des lampes à pétrole ou du bois de chauffe pour l'éclairage et la cuisson.

Au chapitre des mines, on ne peut pas dire que la commune de Gitega ne dispose pas des minerais pour la simple raison que des études de prospection ne sont pas encore faites à travers toute la commune. Cependant, il existe des gisements d'extraction des carrières et de l'argile qui sont utilisés dans la production des matières premières pour la construction des infrastructures. A ce propos, une usine de concassage des carrières est au service des communautés en commune de Gitega.

II.1.8.2. Problème et contraintes liées à l'énergie

Les principales contraintes sont les suivantes:

- ✓ *Insuffisance de l'électricité*: La commune de Gitega ne dispose pas de barrage Hydro-électrique et est raccordée aux autres centrales servant la ville de Bujumbura.
- ✓ *Faible accessibilité à l'électricité*: Le coût d'abonnement reste élevé suite aux conditions de vie régressives des habitants de la zone urbaine.
- ✓ *Extraction non réglementée des carrières* causant des effets pervers sur l'écologie.
- ✓ *Vétusté des câbles électriques qui risquent de causer des accidents*.

II.1.8.3. Potentialités offertes par la commune de Gitega

Parmi les potentialités, on peut noter principalement:

- ✓ Potentiel hydrologique important: La commune est traversée par la Ruvubu. La rivière Ruvyironza constitue son affluent ainsi que d'autres cours d'eau.
- ✓ Présence des câbles hautes tensions qui passent à travers les collines rurales.
- ✓ Développement influent des activités de production en zone urbaine nécessitant de l'électricité comme matière première.
- ✓ Existence des textes réglementaires régissant l'extraction des mines et carrières dans le pays.

II.1.9. Finances communales

II.1.9.1. Etat des lieux

Les finances communales proviennent des taxes sur les activités, les services, les rémunérations et patrimoines ainsi que sur les propriétés. L'évolution des recettes de 2009 à

2011 est donnée par le tableau en infra. Il est à signaler que les données sur l'exercice 2012 ne sont pas encore disponibles.

Tableau n°4: Evolution des recettes de 2009 à 2011

<i>Rubrique</i>	<i>Années</i>		
	<i>2 009</i>	<i>2 010</i>	<i>2 011</i>
Taxe sur la propriété	4 427 130	5 884 500	8 094 250
Taxes rémunératoire et patrimoniales	65 451 580	64 077 450	80 688 420
Taxes sur les activités commerciales	158 896 925	162 548 843	171 388 486
Services commerciaux	41 102 500	57 475 210	59 806 600
Activités artisanales et Industrielles	582 500	570 000	757 000
Totaux	270 460 635	290 556 003	320 734 756

Source: Comptabilité de la commune de Gitega, rapports 2012

Il est à faire remarquer à travers ce tableau que la grande part des recettes est perçue sur les activités commerciales.

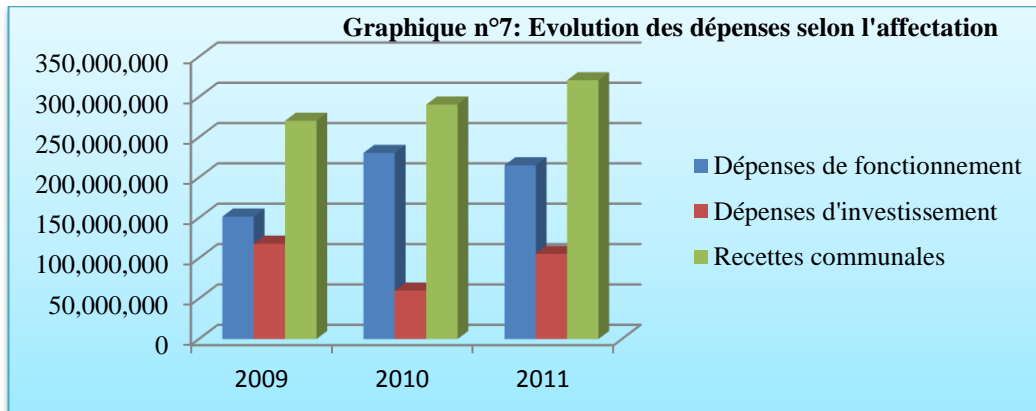
Le tableau suivant montre les dépenses de fonctionnement et d'investissement de la commune Gitega au cours de la période de 2009 à 2011.

Tableau n°5: Evolution des dépenses de la commune de 2009 à 2011

<i>Ligne Budgétaire</i>	<i>Années</i>		
	<i>2 009</i>	<i>2 010</i>	<i>2 011</i>
<i>Dépenses de fonctionnement :</i>			
Matières et fournitures consommables	18 676 798	43 296 130	48 181 945
Autres services consommés	16 951 287	21 344 281	22 309 374
Charges et pertes diverses	38 063 186	75 361 217	10 992 806
Frais du personnel	77 936 057	90 608 772	110 490 465
Subvention-participations et assistance sociale	0	0	19 201 850
Charges financière	0	0	4 041 096
Sous total/dépenses de fonctionnement	151 627 328	230 610 400	215 217 536
<i>Dépenses d'investissement</i>	117 981 177	59 945 603	105 517 220

Source: Comptabilité de la commune de Gitega, rapports 2012

Le graphique suivant donne la comparaison des recettes communales selon les frais de fonctionnement et de l'investissement.



Il ressort du graphique ci-dessus que les dépenses de fonctionnement représentent plus de 60% si on analyse les dépenses globales. Cependant, l'année 2010 a été une année de fortes dépenses de fonctionnement car elles ont atteint 79%. Contrairement aux autres communes, les dépenses d'investissement représentent une part non négligeable dans le budget communal. En effet, elles représentent 43% du budget pour l'année 2009 et 32% pour l'année 2011.

II.1.9.2. Problèmes et contraintes

- *Assiette fiscale non maîtrisée* : La commune n'a pas encore mis en place un système de marché témoin pour circonscrire la marche des taxes par jour de marché.
- *La gestion du marché central de Gitega qui ne garantit pas la couverture taxable* de tous les produits,
- *La période de reconstruction du marché* a fait perdre à la commune de Gitega un manque à gagner important.
- *Réglementation fixant la matière taxable dépassée nécessitant l'actualisation (cfr l'ordonnance conjointe du ministère de l'intérieur et des finances de 1997)*

II.1.9.3. Potentialités

La commune de Gitega dispose des potentialités ci-après pour développer les finances. Il s'agit de :

- Maîtrise des contribuables par le système d'adressage des quartiers en vue,
- Amélioration des voies de communication (route Gitega-Ngozi, Gitega-Rutana, Gitega-Ruyigi et Gitega-Karusi) qui permet le transit par Gitega ce qui pourra donner l'idée de construire une gare routière.
- Présence de la zone urbaine de Gitega qui offre un bon terrain de développement des activités commerciales et artisanales.

II.1.10. Dispositif financier d'appui à l'économie locale

II.1.10.1. Etat des lieux

Le dispositif financier d'appui à l'économie locale est constitué principalement des IMFs, des banques et de coopératives rurales.

Les agences des banques commerciales accréditées en commune de Gitega sont la BANCOBU, la BCB, Inter Bank Burundi et la BBCI. L'agence de la BRB assure la supervision de ces agences bancaires qui accordent des services financiers divers à leurs clients (crédits divers, épargne, paiement des salaires, diverses transactions commerciales, etc.).

Les institutions de Microfinances opérationnelles en commune de Gitega sont la COOPEC, Turame, MUTEK, TWITEZIMBERE Microfinance et ODAG. Ces IMFs assurent l'épargne et octroient des crédits solidaires à travers le warrantage et d'autres formes de crédit ainsi que des crédits ordinaires avec intérêt relativement moins élevé par rapport aux banques.

La Régie Nationale des Postes (RNP) est représentée en commune de Gitega et son agence assure, en plus des opérations bancaires, le transport du courrier et des personnes à travers l'agence Aigle postale.

En plus des banques et IMFs, la commune de Gitega compte des agences des compagnies d'assurance à savoir : la SOCABU et la SOGEAR.

II.1.10.2. Problèmes et contraintes

Il s'agit de :

- *Taux d'intérêt élevé des banques et manque d'hypothèque chez les producteurs,*
- *faible structuration des producteurs en groupements associatifs et coopératifs,*
- *les infrastructures d'appui agricoles (silos de Zege) sont inutilisables et les infrastructures vétérinaires ne sont pas fonctionnelles.*

II.1.10.3. Potentialités

La commune de Gitega enregistre beaucoup d'intervenants qui ont la mission de promouvoir le développement économique local. En outre, les IMFs développent des systèmes de crédits solidaires et du warrantage au profit des producteurs en associations.

II. 2.6. Analyse institutionnelle de la commune de Gitega

La commune de Gitega compte trois zones rurales composées de 29 collines de recensement qui totalisent 112 sous collines et d'une zone urbaine composée de 9 quartiers avec 39 sous quartiers.

La commune est dirigée par un conseil communal élu composé de 15 membres dont l'Administrateur qui occupe le poste de secrétaire du conseil.

L'administrateur assure la gestion quotidienne de la commune. Il est appuyé par les conseillers techniques (Conseiller technique chargé des affaires administratives et sociales et conseiller

technique chargé du développement) et les services déconcentrés mis à la disponibilité de la commune pour apporter un appui technique (Agronome, Vétérinaire, TPS, etc.).

Une zone est dirigée par un chef de zone tandis qu'une colline est sous l'autorité d'un Chef de colline. A la base, il y a un chef de dix ménages appelé communément Nyumbakumi; emprunté du Swahili, ce mot veut dire dix maisons. La commune de Gitega totalise 309 Nyumbakumi.

Dans le cadre du développement de la commune, différents intervenants opérant dans presque tous les domaines de la vie sont présents en commune de Gitega comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau n°6: Intervenants, domaines d'intervention et activités réalisées.

1. Partenaires internationaux

Intervenants	Domaines d'intervention	Activités réalisées
1. Projet GIZ/ADLP	Relance agricole	Appui des ménages sinistrés en Kit agricole et d'élevage
	Formation professionnelle	
2. Croix Rouge	1. Protection	1. Diffusion et échanges des messages Croix – Rouge dans les communes pour le rétablissement des liens familiaux
		2. Visites aux prisonniers : Observation au traitement des détenus et aux conditions de détention
3. Terres des Hommes	1. Protection des Droits de l'Homme	1. Evaluation des anciens groupements de 2000 -2006
		2. Suivi des groupements de l'ancien projet R/R : évolution et gestion de leurs plans d'accompagnement
4. Avocat Sans Frontières	1. Boutique de Droit	1. Bureau fixe : consultations juridiques, conseils, orientation et formation en matière juridique
		2. Caravanes Juridiques
		3. Visites des lieux de détention
		4. Sensibilisation
	2. Assistance judiciaire	Désignation d'un avocat pour assister les justiciables vulnérables
	3. Formations	Renforcement des capacités des acteurs judiciaires
5. ODAG	1. Sécurité alimentaire	1. Distribution des semences à travers des foires aux semences en partenariat avec CRS, distribution des vivres aux victimes des catastrophes naturelles
		2. Multiplication des boutures de manioc résistantes à la mosaïque en partenariat avec CRS
	2. Infrastructures et équipements	1. Construction des écoles primaires partenariat avec le BPE
		2. Construction du Sanctuaire Marial de Mugeru avec des partenaires espagnols
	3. Assistance sociale et réintégration	Assistance aux orphelins réintégrés (matériels et frais scolaires)

	4. Eau et assainissement	Construction / aménagement des sources, adduction d'eau, sensibilisation sur l'hygiène et appui aux Régies communales de l'Eau
	5. Education/ Formation	1. Education spécialisée : des sourds muets et des aveugles 2. Centre ADEN / Informatique à Mushasha
	6. Santé	Appui au fonctionnement de centres de santé agréés
6. CARE	1. Intégration communautaire (Projet Kazoza Keza)	1. Distribution du matériel et uniforme scolaire
		2. Réinsertion des enfants dans les familles et les écoles
		2. protections des droits des enfants par des règlements à l'amiable et suivi des jugements en justice
		3. Faire soigner les OEV bénéficiaires y compris les affectés ou infectés par le VIH
Intervenants	Domaines d'intervention	Activités réalisées
		4. Encadrements des associations d'épargne et de crédits
		5. Former les déscolarisés en métiers
		6. Former les partenaires et leurs membres des structures communautaires
	2. Renforcement des capacités organisationnelle	1. Formation des ONGs locales partenaires en planification stratégiques, élaboration et gestion des projets, mobilisation des fonds
		2. Formation des CDC en communication non violente, Droits Humains et Gouvernance locale
7. PARSE	1. élevage	1. Distribution du bétail par chaîne de solidarité communautaire par le biais de la DPAE
		2. Suivi des champs de manioc installés dans toutes les communes (manioc résistants à la mosaïque)
		3. Formation des agriculteurs
		4. Formation des paysans relais (moniteurs agricoles, multiplicateurs de semences, paysans bénéficiaires du bétail PRDMR)
	2. Environnement	Production des plants forestiers dans les pépinières
	3. Développement communautaire	Encadrement des CDC communaux et zonaux ainsi que des animateurs de zone
8. Health Net (TPO)	Santé	1. Soins psychosociaux à l'hôpital de Gitega
		2. Visites à domicile des malades
9. Mission de Coopération chinoise	Santé	Appui sanitaire à l'hôpital de Gitega par une équipe des médecins chinois
10. Projet d'Appui au secteur Eau (financé par GIZ/KFW)	Assainissement	Construction et réhabilitation des toilettes, Gestion des déchets liquides et solides
	Eau potable	Extension de la capacité d'eau potable dans la ville de Gitega

11. Projet Aménagement des Bassins versants (ADIC) financé par BAD	1. Conservation et Amélioration des ressources	1. Production et plantation des plants forestiers et agro forestiers 2. Installation des dispositifs anti -érosives 3. Installation des lignes isohypses 4. Production arboricole fruitière 5. Entretien des pare -feux 6. Ouverture des pistes d'accès 7. Latérisation des pistes de pénétration 8. Entretien des jeunes plants
13. Programme Gutwara neza	1. Décentralisation	Formation Equipelement du bureau communal Appui à la décentralisation
	2. Justice et Etat de Droit	
PRADECS	Education	Construction et réhabilitation des écoles, Equipements des écoles
	Secteur Social	Construction des maisons des vulnérables
	Infrastructures socio-économiques	Construction et réhabilitation des routes et pont
Intervenants	Domaines d'intervention	Activités réalisées
	Eau potable	Construction des sources aménagées, adduction d'eau potable
PTPGU	Infrastructures socio-économiques	Pavages des rues,
	Décentralisation	Formation et équipement
	Education	Construction des écoles
Jeunesse Pour Christ	Education	Construction des écoles et formation
UNICEF	Education	Equipelement scolaire
		3. Activités sportives et culturelles de rapprochement

Source: Antenne Provinciale du Plan, Rapport annuel 2012

2. Partenaires locaux

Intervenants	Domaine d'intervention	Type d'activités
1. FONDATION STAMM	1. Formation	Enseignement des métiers
	2. Habitat	Reconstruction des maisons
	3. Education	Scolarisation des enfants
	4. Environnement	Reboisement
2. SWAA-BURUNDI (Antenne Gitega)	1. Santé	Prévention contre le VIH
	2. Agriculture	Dépistage volontaire et anonyme
		Prise en charge médicale
		Appui aux activités génératrices de revenus
		Apport en supplément nutritionnel des PVVIH
3. ASB	1. Environnement	Reboisement
	2. Santé et VIH	Propreté de la ville

	3. Formation	Sensibilisation à la lutte contre le VIH et changement de comportement
	3. Education	Santé de la reproduction
	4. Paix et réconciliation	Enseignement dans les garderies Communautaires
		Education à la paix
4. OICO	1. Agriculture	Appui aux activités agricoles et d'élevage
	2. Education	Apport en suppléments alimentaires aux enfants orphelins
	3. Humanitaire	Assistance aux enfants et familles encadrés par OICO (santé, scolarisation)
5. Ligue Iteka	Défense et promotion des droits de l'homme	<u>Ecoute et orientation de la population</u>
		<u>Formation en droits de l'homme</u>
		<u>Production des rapports sur les droits de l'homme</u>

Intervenants	Domaine d'intervention	Type d'activités
6. CONSEDI	1. Agriculture	Aménagement des ravins et bassins versants
	2. Environnement	Productions des plants forestiers et agro forestiers
	3. Renforcement des capacités	Formation en techniques d'élevage
Diffusion des intrants agricoles et d'élevage		
7. ABUBEF	Santé de la reproduction et VIH	Dépistage volontaire du VIH/SIDA
		Sensibilisation en santé de la reproduction
		Prise en charge des ITS
8. ANSS	Santé et VIH	Distribution des médicaments ARV et médicaments contre les infections opportunistes
9. FVS	1. Santé et VIH/SIDA	Sensibilisation sur la lutte contre le VIH/SIDA
	2. Nutrition	Assurer une alimentation des orphelins du SIDA
	3. Education	Prise en charge scolaire des orphelins les plus nécessiteux
	4. Assistance Judiciaire	Défense des droits des enfants orphelins du SIDA
10.RBP+	1. Santé et VIH/SIDA	Encadrement socio – économique
	2. Renforcement des capacités	Plaidoyer
		Elaboration, gestion et suivi des micro-projets
11. AVEDEC	1. Construction	Aménagement des sources et adduction d'eau potable
	2. Formation	Construction des écoles
		Renforcement des capacités des artisans locaux (maçons, fontainiers)
12. APRODH	Droits de l'Homme	Ecoute et orientation des victimes de violation des droits de l'homme
		Assistance aux victimes de violation des droits de l'homme et des prisonniers
ERB	Développement Communautaire	Formation
ADIC	Agriculture	Aménagement des bassins versants
13.MI-PAREC	Peace building	Réconciliation Communautaire

Source : Antenne Provinciale du plan à Gitega, 2012

III. ORIENTATIONS RETENUES POUR LES CINQ PROCHAINES ANNEES (2013-2017)

3.1. VISION DE LA COMMUNE

« Gitega iteze amahoro, izira inzara n’ubujuju, iramutswa abanyagihugu b’amagara meza n’iterambere ridakumira »

« Gitega havre de paix et de prospérité avec une population en bonne santé, épanouie et éprise d’un développement durable »

3.2. LES AXES PRIORITAIRES D’INTERVENTION

Les principaux axes retenus lors de l’élaboration du PCDC, deuxième génération, de la commune de Gitega sont les suivants:

- *Amélioration de l’accessibilité aux services sociaux de base (éducation, santé, eau potable, habitat, hygiène et assainissement)*
- *Augmentation de la production agropastorale et protection de l’environnement (Agriculture, élevage, Environnement et démographie)*
- *Développement des activités économiques hors agricoles et les voies de communication (commerce, artisanat, énergie et voies de communication),*
- *Amélioration de la bonne gouvernance locale, cohésion sociale et équité (Sécurité, Justice, Genre, Droits de la personne humaine).*

Comme le Plan Communal de Développement Communautaire s’inscrit dans le cadre de la planification nationale et internationale du développement; il est important de tracer la cohérence de ses axes stratégiques avec les axes stratégiques du CSLP II et les objectifs du millénaire pour le développement(OMD).

Tableau n° 7: Cohérence des axes du PCDC avec le CSLP II et les OMD

Axes stratégiques du PCDC Gitega	Axes stratégiques du CSLP II	OMD
<i>Amélioration de l’accessibilité aux services sociaux de base (éducation, santé, eau potable, habitat et hygiène et assainissement)</i>	<i>(iii) Amélioration du taux d’accessibilité et de la qualité des services de base et renforcement du socle de la protection sociale</i>	(2) Assurer l’éducation primaire pour tous, (4) Réduire la mortalité infantile, (5) Améliorer la santé maternelle, (6) Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et autres maladies
<i>Augmentation de la production agropastorale et protection de l’environnement (Agriculture, élevage, Environnement et démographie).</i>	<i>(iv) Gestion de l’espace et de l’environnement pour un développement durable (ii) Transformation de l’économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d’emploi</i>	(1) Réduire l’extrême pauvreté et la faim, (7) Préserver l’environnement (8) mettre en place un partenariat mondial pour le développement

<i>Développement des activités économiques hors agricoles et les voies de communication (commerce, artisanat, énergie et voies de communication)</i>	<i>(ii) Transformation de l'économie burundaise pour une croissance soutenue et créatrice d'emploi</i>	(1) Réduire l'extrême pauvreté et la faim, (8) Mettre en place en partenariat mondial pour le développement
<i>Amélioration de la bonne gouvernance locale, cohésion sociale et équité (Sécurité, Justice, Genre, Droits de l'homme)</i>	<i>(i) Renforcement de l'Etat de droit, consolidation de la bonne gouvernance et promotion de l'égalité du genre</i>	(3) Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (8) Mettre en place en partenariat mondial pour le développement

3.2.1. Amélioration de l'accessibilité aux services sociaux de base (éducation, santé, eau potable, habitat, hygiène et assainissement)

Ce premier axe stratégique se justifie par l'accessibilité aux services de base encore en dessous des normes nationales. Il s'aligne au 3^{ème} axe du CSLP II et à l'objectif N°2, 4, 5 et 6 des OMD.

L'amélioration des conditions d'hygiène et assainissement, de l'accessibilité à l'éducation, à la santé et à l'eau potable revêt d'une importance capitale dans la promotion du développement durable de la commune de Gitega en rappelant l'adage français « **une âme sainte dans un corps saint** ».

Ainsi, dans le but de réaliser une planification réaliste de ces secteurs sociaux, les objectifs sont fixés en partant des indicateurs ci-dessous.

Principaux indicateurs	Niveau National		Commune Gitega	
	Cible	Moyenne actuelle	Indicateur Actuel	Objectif 2017
Education				
Taux d'abandon	0	8	4,2%	0%
Ratio écoliers/classe	50	80	77	50
Ratio écoliers /maître	40	40	35	40
Ratio écoliers /banc pupitre	2	3	3,5	2
Parité fille/garçon	1.011			1.01
Effectif d'Habitants/médecin	10.000		10.010	8.000
Hôpital/habitants	100.000		150.151	
Taux de séroprévalence du VIH/SIDA	3	5	2,6	1

3.2.2. Augmentation de la production agropastorale et protection de l'environnement (Agriculture, élevage, Environnement et démographie).

Ce deuxième axe stratégique de la commune de Gitega s'aligne à l'axe n°2 et 4 du CSLP II et aux OMD n°1, 7 et 8 et comporte des piliers importants dans le développement économique de la commune de Gitega.

La commune de Gitega est à vocation agricole exceptée la zone urbaine qui constitue le carrefour des activités commerciales, artisanales et autres métiers et est la plus peuplée des zones rurales. Elle constitue un marché important des productions agricoles en provenance des zones rurales. Cependant, le secteur agricole fait face à diverses contraintes dont notamment l'exiguïté des terres causée par la pression démographique sans cesse croissante, le faible accès aux différents intrants agricoles essentiellement les fertilisants et les produits phytosanitaires, l'insuffisance des semences de qualité, etc.

Dans le domaine zootechnique, le matériel biologique peu performant et une faible maîtrise des techniques d'élevage moderne limitent la production zootechnique dans la commune de Gitega. La commune de Gitega est la plus peuplée des communes de la province de Gitega avec une densité moyenne de 476 habitats au Km². Corolairement à cette situation, on observe une pression significative d'exploitation des ressources environnementales pour des besoins d'extension des terres cultivables ou à la recherche des matières premières en faveur des activités de développement (construction des maisons et des infrastructures d'intérêt publique ou privé).

3.2.3. Développement des activités économiques hors agricoles et les voies de communication (commerce, artisanat, énergie et voies de communication)

Ce 3^{ème} axe stratégique du PCDC deuxième génération de la commune de Gitega s'aligne au 2^{ème} axe stratégique du CSLP II et correspond au 1^{er} et 8^{ème} pilier des objectifs du millénaire pour le développement(OMD). Cet axe s'analyse sous deux aspects à savoir :

a) les activités commerciales, artisanales et autres métiers

Etant donné que le facteur terre n'est pas extensible, il reste à jouer sur le facteur travail pour améliorer la production en général. Pour ce fait, la commune de Gitega devra alors mettre tout le paquet dans le développement des activités commerciales, artisanales et autres métiers à travers la mobilisation des ressources internes et externes pour résoudre le sous emploi et partant accroître la production.

b) Infrastructures d'appui à la production (énergie, voies de communications, et autres infrastructures marchandes)

Malgré que les routes et pistes soient observables à travers la commune de Gitega, elles sont en mauvais état ce qui limite les échanges commerciaux surtout au niveau des collines rurales. Il

en est de même pour les infrastructures marchandes à savoir (1) les marchés qui ne sont pas clôturés pour une bonne gestion de la taxation des produits et (2) des infrastructures de production et du tourisme qui ne sont pas hautement développées pour augmenter la valeur ajoutée aux finances communales ainsi que (3) les techniques d'information et de communication qui ne sont pas développées pour permettre les échanges..

3.2.4. Amélioration de la bonne gouvernance locale, cohésion sociale et équité (Sécurité, Justice, Genre, Droits de la personne humaine)

Cet axe s'aligne aux objectifs N°3 et 8 des OMD et à l'axe stratégique N° 1 du CSLP II. Il renferme les principes de bonne gouvernance dont la sécurité, les droits humains, la prise en compte du genre, etc. Comme la crise qui a frappé la société burundaise dans tous les secteurs n'a pas épargné la communauté de la commune Gitega, les actions de renforcement de la cohésion sociale mettront l'accent beaucoup plus sur la réintégration économique des différentes catégories sociales (rapatriés, déplacés et Ex combattants) et facilitera l'intégration du genre dans les activités du développement et la consolidation de la paix.

IV. CONTENU DU PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Comme indiqué dans le chapitre précédent, les axes stratégiques retenus par la commune de Gitega pour la promotion du développement durable au cours des cinq prochaines années concourent à l'atteinte de sa vision de développement d'ici 2017.

4.1. Axe stratégique n° 1: Amélioration de l'accessibilité aux services sociaux de base (éducation, santé, eau potable et habitat)

4.1.1. Contexte et justification

Les services de base se complètent pour permettre les conditions favorables à l'épanouissement de l'humanité. En effet, les conditions sanitaires sont indissociables à un habitat décent, à l'accessibilité à l'eau potable et aux conditions d'hygiène et assainissement. Tous ces facteurs réunis favorisent l'épanouissement de la communauté. Cependant, d'autres facteurs comme l'accessibilité aux infrastructures scolaires et à l'équipement ainsi que la qualité du personnel enseignant sont indispensables à l'amélioration de la qualité de vie.

Sur base des indicateurs de la commune relatifs à ces secteurs, il y a lieu de faire des projections de la situation qui prévaudra en l'an 2017.

A titre illustratif, dans le domaine éducatif, l'effectif des écoliers est de 33.219 pour la rentrée scolaire 2012-2013 alors qu'il était de 28.633 pour l'année scolaire 2007-2008 soit une augmentation de 4.586 en 5 ans. En 2008, la commune de Gitega comptait 354 salles de classe alors qu'elle est à 432 salles de classe en 2013 soit une augmentation de 78 salles de classe en 5 ans. Dans la perspective d'un respect des normes nationales (50 élèves/salle de classe), la commune devait construire durant ces 5 dernières années 91 salles de classe mais elle n'a pu réaliser que 78 salles de classe.

En partant de cette augmentation d'effectifs d'écoliers enregistrée en 5 ans, *ceterus paribus*, on projette qu'en 2017, l'effectif d'écoliers atteindra 37.805 dans les écoles primaires de la commune de Gitega. Pour prétendre aux normes nationales, c'est-à-dire 50 écoliers par salle de classe, la commune devra se doter de 324 salles de classe pendant cette période de planification.

4.1.2. Principaux objectifs

Les objectifs fixés faisant partie intégrante de cet axe stratégique sont:

Objectif n°1: Assurer un système éducatif performant,

Objectif n°2: Améliorer l'accessibilité aux soins et la couverture en infrastructures sanitaires,

Objectif n°3: Améliorer l'accessibilité à l'eau potable,

Objectif n°4: Améliorer la qualité de l'habitat.

4.1.3. Groupes cibles

Les bénéficiaires sont en premier lieu la population de la commune en général qui bénéficiera des services sociaux de qualité et les visiteurs composés des nationaux et des étrangers.

4.1.4. Contenu du programme

Comme cet axe stratégique renferme presque tous les secteurs sociaux, les différents objectifs fixés ont été déclinés en actions devant permettre de parvenir aux projections planifiées en la matière d'ici 2017.

Objectif n°1: Assurer un système éducatif performant

Les principales actions retenues pour atteindre cet objectif sont les suivantes:

- Construire les 7 Ecoles Primaires et maternelles (adaptées aux handicapés) à Karenda, Bukwazo, Rutegama, Karera 2, Songa, Rweza, Rubanvyi
- construire et équiper 52 Ecoles Fondamentales (3 salles adaptées aux handicapés sur toutes les écoles,
- construire et équiper les bureaux de la DCE et IC au chef lieu de la commune,
- réhabiliter 4 Ecoles primaires (Mushasha I et II, COMUBU, Mungwa)
- construire et équiper l'école des métiers (adaptées aux handicapés) à Mubuga
- construire un centre d'alphabétisation et payer les formateurs par zone administrative,
- construire une Ecole Professionnelle pour chaque zone administrative,
- construire et équiper 2 écoles secondaires (adaptées aux handicapés) à Butamuheba et Mukanda,
- faire l'extension de 10 écoles secondaires (Mubuga, Ceru, Nyakibingo, Rubabi, Yoba, Rutegama, Co Mweya, Co Mugutu, Co Bene Tereza),
- construire et équiper (14) laboratoires et salles polyvalentes sur toutes les écoles communales et nouveaux lycées,
- construire 6 terrains de jeux (Co Mwumba, Co Nyakibingo, EP Musinzira, Co Rango, Co Ceru, EP Rweza)
- construire des Latrines et Urinoirs adaptés aux handicapés sur toutes les EP sauf EP Songa, Bihanga, Magarama I, Musinzira, Lycée Ste Thérèse,
- construire les logements et homes pour les fonctionnaires à Mukanda et Ngobeko,
- plaider pour les primes d'éloignement et de vacatariat sur 13 écoles de la commune,
- achever la construction en cours de l'université à Tankoma,
- électrifier 7 écoles à savoir : Co St Francois d'Assise, Lycée Kwibuka, ITAB, Mweya, Co Ceru, Rutegama, Lycée Co.Mubuga,
- aménager des terrains de jeux à Kimanama et Nyakibingo,
- équiper les écoles primaires en bancs pupitres (1575), bureau du maître(91), étagère(91), chaises des maîtres(182), machine à écrire(14) et stencileuse (7),
- équiper les écoles maternelles en tables(84), bancs adaptés aux petits enfants et aux handicapés(84), armoires et étagères(21), bureaux(21) et chaises (21) pour maîtres,
- équiper les écoles fondamentales en bancs pupitres (3900), bureau du maître(260), Tables(156), chaises des maîtres(120), machine à écrire(52) et stencileuse (52),

- équiper *le bureau de la DCE et ICE* en table du bureau(10), étagère(36), chaise(10), ordinateur+accessoires(10),
- équiper *les écoles secondaires* en bancs pupitres (300), bureau du maître(18), chaises des maîtres(48), armoires/étagères(18), machine à écrire(13) et stencileuse (3).

Le coût des actions revient à **12.167 millions** de Fbu.

Objectif n°2 : Améliorer l'accessibilité aux soins et la couverture en infrastructures sanitaires

L'état des infrastructures sanitaires, leurs capacités d'accueil et la répartition du personnel soignant poussent la commune à mener les actions ci-après:

- Plaider pour la réhabilitation de l'hôpital de Gitega,
- raccorder les CDS en eau potable (Mungwa, Rutoke et Ceru)
- appuyer tous les CDS de la commune en équipements (lits, matelas, mobiliers),
- plaider pour l'amélioration des services de santé sur tous les CDS
- construire et équiper les CDS sur des collines ou quartiers qui en sont dépourvues,
- organiser et mener des séances de mobilisation des communautés à se faire soigner,
- sensibiliser les femmes enceintes à la CPN précoce et au dépistage du VIH,
- sensibiliser la population et les couples en particulier à la limitation des naissances,
- mobiliser la population sur l'adhésion à la CAM.
- évaluer le taux d'adhésion à la CAM
- animer les séances de sensibilisation sur la lutte contre le VIH SIDA.
- poursuivre les campagnes de vaccination sur toutes les collines et quartiers.

Le coût des actions est estimé à 4.604 Millions de Fbu.

Objectif n°3: Améliorer l'accessibilité à l'eau potable,

Les activités liées à cet objectif sont essentiellement les suivantes:

- Desservir les quartiers non alimentés en eau potable sur Nyabutusti- Nyabiharage, Musinzira-Yoba-Nyamugari, Magarama(21 Km°),
- étendre l'Adduction d'Eau Potable à Mukanda,Rubanyvi , Mubuga, mirama et mungwa centre
- sensibiliser la population sur la prise en charge des infrastructures hydrauliques (recouvrement des redevances),
- construire les sources aménagées sur toutes les collines qui en sont dépourvues,
- réhabiliter les AEP marche-rutoke-mubuga(18 Km),
- vulgariser la stratégie nationale et le code de l'eau dans la zone urbaine,
- faire des analyses de vérification de la limpidité de l'eau,
- réhabiliter les sources aménagées non fonctionnelles(78),
- aménager les sources aménageables(132).

Le coût des actions est estimé à 1. 348,15 Millions de Fbu.

Objectif n°4: Améliorer l'hygiène et assainissement

Suite aux contraintes temporelles ou localisées liées aux conditions d'hygiène précaires toujours observées en commune de Gitega, cette dernière se propose de mener les actions suivantes.

- construire les latrines publiques VIP dans tous les 9 quartiers,
- construire les latrines scolaires à Masenga,
- appuyer le système de gestion des latrines publiques,
- initier le système d'évacuation des eaux usées et pluviales dans les quartiers viabilisés,
- sensibiliser la population à adhérer au système d'évacuation des eaux usées,
- mobiliser les ménages au système d'évacuation des eaux usées,
- promouvoir les dalles SUN PLAT sur toutes les collines
- aménager un dépotoir de transit dans chaque quartier,
- aménager un dépotoir central à Ntobwe,
- faire la séparation et recyclage des déchets selon les types,
- traiter et valoriser les déchets solides sur les sites des villages,
- renforcer le SETAG par la dotation d'un camion benne et d'autres matériels nécessaires,
- sensibiliser la population à l'hygiène corporelle et vestimentaire en milieux ruraux,
- installer les latrines publiques au marché du bétail de Zege.

Le coût des actions est estimé à 622,78 Millions de Fbu.

Objectif n°5: Promouvoir un habitat décent

Des actions suivantes sont proposées pour améliorer l'habitat en commune de Gitega. Il s'agit de:

- sensibiliser la population de toutes les collines pour adapter les maisons décentes,
- sensibiliser la population de toutes les collines pour le regroupement en village,
- construire 300 maisons dans le village de paix de Bihanga,
- sensibiliser la population à l'usage des matériaux locaux de construction,
- sensibiliser, mobiliser la communauté à se regrouper en association pour la production des matériaux locaux de construction,
- accompagner les rapatriés, les sinistrés, les déplacés en village rural,
- initier l'usage de matériaux locaux de construction,
- organiser la formation, le perfectionnement et l'encadrement de l'évaluation à toutes les étapes de la promotion de l'habitat rural,

Le coût des actions est estimé à 6225 Millions de Fbu.

4.1.5. Stratégies d'intervention

La commune qui a la responsabilité d'assurer la maîtrise d'ouvrage doit faire le lobbying pour la recherche des intervenants pouvant financer ces activités. En outre, les structures communautaires à savoir: le CDC et CCDC doivent mobiliser les contributions communautaires soient en nature ou en espèce pour contribuer dans la mise en œuvre de ces activités surtout en matière de la mise en place des infrastructures communautaires.

4.1.6. Organisations et personnes responsables de la mise en œuvre des activités

La commune et les structures communautaires de la commune de Gitega sont les premiers acteurs dans la mise en œuvre de ces activités. En outre, les organisations locales et

internationales ainsi que les projets sectoriels pourront aussi participer dans la mise en œuvre de ces activités si elles s'inscrivent dans leurs axes d'intervention.

4.2. Augmentation de la production agropastorale et protection de l'environnement (Agriculture, élevage, Environnement et démographie).

4.2.1. Contexte et justification

La promotion de la production agro-pastorale a été le deuxième axe stratégique de la commune de Gitega pour déclencher un développement durable. Cela est justifié par le fait que plus de 90% de la population de cette commune vive de l'agriculture. L'élevage constitue à son tour un secteur complémentaire à l'agriculture du fait que les intrants nécessaires sont fournis à partir des produits d'élevage (engrais organiques).

La bonne gestion de l'environnement suppose la limitation des facteurs anthropiques dégradant souvent l'environnement au profit des besoins agricoles et d'élevage. Toute pression sur l'environnement est consécutive à la pression démographique sans cesse croissante entraînant à cet effet, l'exigüité des terres, le manque de pâturage, etc.

Pour prétendre à l'augmentation de cette production agropastorale, la commune de Gitega se fixe des objectifs à atteindre durant ces cinq prochaines années (2013-2017).

4.2.2. Objectifs

Les objectifs spécifiques fixés sur cet axe sont les suivants:

Objectif n°1: Améliorer la production agro-zootechnique

Objectif n°2: Assurer la protection des sols par des méthodes conservatoires des eaux et sols,

4.2.3. Groupes cibles bénéficiaires

Les groupes cibles sont composé des producteurs tant des bassins versant et des marais. Des associations de producteurs et de tous les acteurs des maillots des chaînes de valeur des filières en vue dans le développement du secteur agropastoral. En outre, les artisans et tous les consommateurs des produits alimentaires, zootechniques et artisanaux bénéficieront de cet axe stratégique.

4.2.4. Contenu du programme

L'axe stratégique en question ne pourra être réalisé que si les objectifs en infra seront atteints. Pour chaque objectif, des actions à mener sont déjà envisagées par la commune de Gitega.

Objectif n°1: Améliorer la production agro-zootechmique

Pour lever les contraintes ci-haut évoquées et améliorer la production agro-zootechmique, la commune de Gitega se propose de mener les actions ci-après:

- Faire le repeuplement du cheptel: 300 bovins, 6000 chèvres, 4000 porcs, 300 moutons, 10.000 Volailles,
- Renforcer la chaine de solidarité communautaire dans la gestion du cheptel,
- améliorer les performances animales par insémination artificielle,
- créer des points collinaires de collectes du lait,
- créer des centres de collecte du lait au niveau des zones,
- renforcer les capacités des collecteurs de lait,
- créer des unités de transformations des produits d'élevage,
- structurer les éleveurs en coopératives ou associations avec une coopérative dans chacune des 3 zones,
- plaider pour le recrutement des assistants vétérinaires de zones
- sensibiliser les éleveurs sur la vaccination et déparasitage,
- installer des étangs apicoles pour la production des alvins,
- sensibiliser et encadrer les producteurs de pomme de terre et du maïs sur l'utilisation des semences sélectionnées,
- vulgariser les techniques de production de ces cultures,
- sensibiliser et faciliter la population pour s'approvisionner en semences de qualité auprès des centres des multiplicateurs privés agréés,
- construire 4 hangars de stockage dans les 4 zones de la commune,
- créer des points de vente des intrants phytosanitaires pour la campagne de lutte contre les mollusques,
- diffuser 25 000 rejets de bananier améliorés,
- installer une unité de transformation de jus ou de vins de banane dans la ville de Gitega,
- créer des points de collecte des bananes au niveau de chaque zone.
- diffuser 100.000 boutures tolérantes à la mosaïque,
- sensibiliser et encadrer les ménages aux techniques de compostage (3 compostières par ménages),
- sensibiliser la population à la lutte contre les ravageurs et les maladies des cultures,
- appuyer les multiplicateurs modèles de la pomme de terre et du maïs,
- rendre disponible à temps les engrais chimique en quantité et qualité suffisantes à raison de 50 Kg/ménage,
- produire des plants fruitiers et maraichers
- initier la culture des pleurotes (champignons) et du spirulina,
- appuyer les associations des caféiculteurs dans l'amélioration de la production,
- introduire des variétés plus productives du caféier,
- faciliter les caféiculteurs dans l'extension des exploitations du café.

Le budget des actions est estimé à 4279,7 Millions de Fbu.

Objectif n°2: Améliorer la protection des sols

Comme le rétablissement de la fertilité des sols constitue une approche incontournable pour pouvoir arriver à une bonne production agricole, la commune de Gitega se propose de mener les actions suivantes.

- Installer des pépinières pour les plants forestiers et herbes fourragers (100.000.000 plants sur toutes les collines),
- faire un reboisement des sites dénudés sur 500 ha au niveau de toutes les collines,
- installer des haies anti-érosives sur 500 Km,
- protéger des boisements par des pare-feux sur 58 Km,
- rendre disponible des outils de formation, information et de sensibilisation des acteurs sur les thèmes en rapport avec l'environnement,
- faire des études techniques d'aménagement des marais de Nyabuhira, Kiyongozi et Mutwenzi,
- aménager les marais de Nyabuhira, kiyongozi et mutwenzi
- faire des études de faisabilité de l'aménagement des marais de maborwe, karonga et ruvyironza,
- amanger les marais de maborwe, karonga et ruvyironza,
- faire des études de faisabilité d'installation des retenues collinaires d'eau,
- aménager une retenue collinaire d'eau par zone.

Le coût des actions est estimé à 2604 Millions de Fbu.

4.2.5. Stratégies d'intervention

La stratégie d'intervention se basera sur la mobilisation des intervenants dans le secteur agropastoral et de l'environnement. Les services déconcentrés de la commune de Gitega assureront le suivi des interventions des différents acteurs pour évaluer les réalisations selon les indicateurs de planification. Certaines activités pourront même être réalisées par des producteurs ou associations des producteurs sans apports externes. La commune via les services déconcentrés apportera un appui conseil et assurera la facilitation et le suivi évaluation des réalisations.

4.2.6. Organisations et personnes responsables de la mise en œuvre des activités

Comme pour d'autres axes stratégiques, la commune a la responsabilité d'assurer la maîtrise de l'ouvrage. Cependant, le secteur agropastoral et environnement disposent du personnel technique déconcentré à la commune. De ce fait, l'encadrement des acteurs sera assuré par ce personnel technique. Les organisations des producteurs avec l'appui des différents intervenants dans ce secteur comme le FIDA/PRODEFI, PARSE, PAIVAB, JIICA, etc., le ministère de l'agriculture, le ministère de l'environnement, la coopération technique Belge, etc. contribueront dans la mise en œuvre de ces activités selon leurs orientations.

4.3. Axe stratégique n°4: Développement des activités économiques hors agricoles et les voies de communication (commerce, artisanat, énergie et voies de communication),

4.3.1. Contexte et justification

Comme la superficie cultivable dont dispose la commune de Gitega n'est pas extensible pour faire face à l'accroissement de la population (476 habitants/Km² avec 23,5 ares en moyenne par ménage). Et considérant que le domaine agricole offre moins d'opportunités d'emploi, il est incontournable de développer les activités du secteur tertiaire (commerce, activités artisanales, ect.) pour réduire le taux de chômage et accroître la production économique de la commune de Gitega.

Pour pouvoir exercer ces métiers en toute quiétude et accroître le rendement, les moyens de communication doivent aussi être développés comme l'énergie, les routes, les pistes et les moyens de télécommunication comme la téléphonie cellulaire et l'internet.

4.3.2. Objectifs du programme

Les objectifs spécifiques sont diversifiés selon les sous secteurs tertiaires qui rentrent dans cet axe stratégique. Il s'agit de:

Objectif n°1: Promouvoir les activités commerciales

Objectif n°2: Promouvoir les activités artisanales et autres activités génératrices de revenus,

Objectif n°3: Améliorer les voies de communication, du tourisme et des infrastructures connexes

Objectif n°4: Développer et diversifier les sources d'énergie

4.3.3. Groupes cibles bénéficiaires

Le groupe cible bénéficiaire est composé de jeunes chômeurs qui pourront trouver de l'emploi dans le développement des métiers, la population de la commune de Gitega en général, les fonctionnaires œuvrant dans les différents secteurs, les employés des différentes organisations et collectivités œuvrant dans la commune de Gitega qui auront des facilités en s'approvisionnant en articles d'équipement, de service, etc.

4.3.4. Contenu du programme

Comme cet axe stratégique se rapporte sur le développement de l'économie locale, il rassemble beaucoup de sous secteurs d'activités économiques diversifiés à savoir: le commerce, l'artisanat, hôtellerie, tourisme, énergie et mines.

C'est cette diversité sectorielle qui fait qu'il sera développé beaucoup d'activités pour atteindre les différents objectifs y relatifs.

Objectif n°1: Promouvoir les activités commerciales

Dans le but d'exploiter les potentialités en matière commerciale, la commune prévoit les activités ci-après :

- Construire 3 marchés modernes à Nyabututsi, Mubuga, Yoba et Rutoke,
- Faire l'extension du marché central vers Kabasazi Marché central de Gitega,
- Clôturer le marché du bétail de ZEGE,
- Réhabiliter l'abattoir

Le budget des actions est estimé à 2.670 millions de Fbu.

Objectif n°2: Promouvoir les activités artisanales et autres activités génératrices de revenus,

Pour relever ce sous secteur combien important dans le développement durable de la commune de Gitega, les actions suivantes sont prévues :

- organiser des séances de sensibilisation sur l'importance économique des métiers au niveau du centre urbain et dans toutes les zones administratives,
- organiser un cadre d'échange entre les opérateurs sur un même métier et créer un centre d'exposition-vente des produits artisanaux
- sensibiliser les artisans sur l'importance et le fonctionnement des institutions financières, sur l'importance de se regrouper en associations et à faire la marketing et publicité de leurs produits.
- renforcer les capacités techniques et organisationnelles des artisans
- créer des sites industriels par type de métier artisanal,
- appuyer les associations féminines à l'initiation des AGRs(salons de coiffure, vannerie, broderie, etc)
- faire le suivi du fonctionnement et de l'implantation des institutions financières,
- organiser des séances de vulgarisation de la loi régissant les établissements hôteliers
- faire respecter les normes hôtelières et assurer leur publicité;
- Vulgariser le code des investissements.

Le budget des actions est estimé à 1.451,22 millions de Fbu.

Objectif n°4: Développer et diversifier les sources d'énergie

Pour lever ces contraintes énergétiques, la commune de Gitega se propose de :

- Construire une micro centrale hydro-électrique de 2 MW à Ruvyironza,
- électrifier les nouveaux quartiers et centres environnants de la ville Gitega (Yoba, Bwoga I et II, magarama au niveau de Laplace, nyabiharage, Nyamugari vers 4 et 5^{ème} évenue, Nyabututsi, Karera II, Birohe à rutonde et Karera I à Masengo) et les centres de Mubuga, Mweya, Kwibuka, Ceru et Mungwa,

- changer les câbles électriques et faire le système du réseau aérien, renforcer le réseau électrique réhabiliter les cabines de transformation, remplacer les poteaux pourris et placer les points lumineux sur les voies publiques au centre urbain Gitega

Le budget des actions est estimé à 26. 998 millions de Fbu.

Objectif n°3: Améliorer les voies de communication, le tourisme et les infrastructures connexes

Les actions prévues sont:

- entretenir les pistes dans toutes les zones de la commune,
- Réhabiliter les pistes MUBUGA-MURIRWE, BWOGA-RWEZA-BUTAMUHEBA-MUNGWA, BIIROHE-NYAKIBINGO, RUTOKE-KIBIRI, YOBA-RUKOBA, NTOBWE-MUNGWA-RUTOKE, GITEGA-RUBAMVYI-MUKANDA, MUBUGA-RUKUTA-HIGIRO-GITEGA, SHATANYA-MUSHASHA, MUGUTU-HIGIRO
- paver les routes dans tous les quartiers de la ville de Gitega
- construire les ponts et ponceaux sur les routes qui n'en disposent pas (voir matrice),
- élargir les dimensions des routes (Ville-BrasserieRN2; GITEGA-RUTANA),
- construire des parkings dans 3 coins de la ville YOBA, MASANGANZIRA et TANKOMA ,
- mettre des dos d'ânes et signaux routiers.
- plaider pour la réhabilitation du stade de Gitega,
- Construction et équipement d'un centre informatique et sa connexion au réseau de l'internet ;

Le budget des actions est estimé à 13.046 millions de Fbu.

4.3.5. Stratégies d'intervention

La commune à travers les travaux communautaires assurera l'entretien, la réhabilitation des routes et pourra rendre disponible les matériaux locaux de construction pour la construction ou réhabilitation des routes. La commune en sa qualité de maîtrise d'ouvrage, cherchera des intervenants pour appuyer dans la construction des infrastructures routières et mobilisera à son tour la contribution communale et communautaire exigée. La commune à travers les structures communautaires (CDC et CCDC) sensibilisera les communautés à construire des ponts et ponceaux dont leurs financements ne seraient pas au-delà de leur capacité financière.

4.3.6. Organisations et personnes responsables à la mise en œuvre de ces activités

En plus des structures communautaires de la commune (CDC, CCDC) et le conseil communal, les différents acteurs publics (Ministère des travaux publics, ministère de communication), les privés qui contribueront dans la construction des hôtels et la valorisation des sites touristiques ou autres lieux de loisirs.

4.4. Amélioration de la sécurité et de la bonne gouvernance locale (Sécurité, Justice, Genre, Droits de l'homme)

4.4.1. Contexte et justification

Pour prétendre au développement de chaque localité, certains facteurs doivent être assainis pour permettre un bon climat des affaires. Parmi ces facteurs, la sécurité constitue une condition sine qua non pour la mise en œuvre des actions de développement.

Pour assainir cette situation sécuritaire, la justice doit faire respecter la loi pour et au profit des citoyens. La commune de Gitega dispose d'un tribunal de résidence et est le siège des instances judiciaires spécialisées à tous les niveaux. Bien que ces instances judiciaires ont des compétences qui dépassent la commune et même la province pour certaines d'entre elles ; elles contribuent de manière significative dans le rétablissement de l'ordre public et de la sécurité.

La présence des conditions sécuritaires assainies et d'une justice équitable supposent le respect des droits humains et la non discrimination liée au genre que ce soit dans la gestion de la chose publique et dans les activités de développement de la commune.

Certains paramètres relatifs à ces secteurs ne sont pas au bon point dans la commune de Gitega comme ailleurs. Pour permettre la maîtrise de ces paramètres d'ici 2017, la commune se fixe des objectifs qui suivent.

4.4.2. Principaux objectifs

La commune de Gitega a défini les objectifs spécifiques ci-après:

Objectif n°1: Amélioration de la sécurité de la commune Gitega

Objectif n°2: Amélioration de l'accès à la justice équitable

Objectif n°3: Promouvoir le genre comme moteur du développement de la commune

Objectif n°4: Promotion des droits des personnes vivant en situation d'handicap

Objectif n°5 : Promotion de la bonne gouvernance locale

4.4.3. Groupes cibles bénéficiaires

Le groupe cible est composé de toutes les parties prenantes à savoir : la population, la police, les administratifs de tous les niveaux et les investisseurs qui y trouveront un bon environnement des affaires.

4.4.4. Contenu du programme

Le programme est composé des actions suivantes qui seront menées pour atteindre les objectifs.

➤ *Objectif n°1: Amélioration de la sécurité de la commune Gitega*

- Construire 5 terrains de jeux au chef lieu de la commune et dans les 4 zones administratives,

- construire des infrastructures des corps de police (Commune + 4 zones)
- décentraliser les services de police (Commune + 4 zones) et leur doter des moyens de travail,
- former les policiers de manière continue sur la cohabitation sociale, droits de l'homme, cahiers de charge des policiers (Commune Gitega),
- mener une étude sur les sources d'insécurité et mettre en place des comités mixtes de sécurité inclusive sur toutes les collines,
- faire un plaidoyer pour un cadre légal des comités mixtes de sécurité (Commune Gitega), leur doter un cahier de charge et renforcer leurs capacités,
- améliorer la sécurité routière par la vulgarisation du nouveau code de la route,
- Organiser des formations complémentaires aux membres des CMS (gestion des catastrophes)
- doter les CMS des outils de travail (registres, papiers, matériels de bureau, moyens de communication,
- faire une évaluation à mi-parcours des CMS,
- élaborer un plan communal de sécurité,
- former et informer les CMS sur la sécurisation des élections,
- former les CMS sur le nouveau code de sécurité routière révisé,
- mettre en place un cahier de charge des différents acteurs en matière de sécurisation des élections et leur doter du matériel technique,
- mettre en place des stratégies pour le retrait des armes des mains de la population

Le budget global pour ces actions est estimé à **209,61** Millions de Fbu.

➤ ***Objectif n°2: Amélioration de l'accès à la justice équitable***

Les actions à mener pour atteindre cet objectif sont liées essentiellement à la construction et équipement de 2 Tribunaux de résidence à Mungwa et Mubuga avec l'extension de la salle d'accueil au tribunal de Gitega, l'extension du cachot, promotion des initiatives de consolidation de la paix, vulgarisation des textes de lois, renforcement des clubs de paix et le développement de la police de proximité. Les actions détaillées sont dans la matrice des actions.

Le budget global pour ces actions est estimé à 251,81 Millions de Fbu.

➤ ***Objectif n°3: Promouvoir le genre comme moteur du développement de la commune***

Les activités prévues sont les suivantes:

- faire une étude de typologie des cas de violences basées sur le genre et prendre en charge les victimes,
- développer les stratégies de lutte contre les violences basées aux genres (réseaux collinaires et communal),
- vulgariser les textes de loi pénale en matière des violences basées sur le genre,
- élaborer des cahiers de charges de différents acteurs dans ce domaine et mettre en place des mécanismes de suivi-évaluation.

- renforcer les capacités des membres du CEP,
- appuyer les associations œuvrant en faveur des enfants,
- créer d'un kiosque d'écoute,
- vulgariser le code de la famille (conscientisation des femmes sur leurs droits).

Le budget des actions est estimé à 37,26 Millions de Fbu.

Objectif n°4: Promotion des droits des personnes vivant en situation d'handicap

Les activités prévues pour permettre d'atteindre cet objectif sont les suivantes:

- Identifier les cas d'handicap dans la commune et sensibiliser les communautés sur leur prise en charge,
- mettre en place un centre d'accueil et de réadaptation (orientation) des personnes vivant avec l'handicap.

Le budget global de ces actions est estimé à 17,96 Millions de Fbu.

Objectif n°5 : Promotion de la gouvernance locale

Les actions à mener dans le cadre de cet objectif sont les suivantes :

- Renforcer les capacités des acteurs locaux de développement (Administrateur communal, structure communautaires, police, ...) sur les principes de bonne gouvernance,
- mobiliser les ressources internes et externes de la commune pour le développement,
- développer un système d'autoévaluation interne,
- mettre en place un bureau foncier communal,
- renforcer les capacités du staff du guichet foncier,
- vulgariser la loi (code foncier),
- former les médiateurs communautaires sur le code foncier et la résolution pacifique des conflits,
- appuyer dans l'amélioration des performances communales en matière de gouvernance
- appuyer la commune afin d'assurer la maîtrise d'ouvrage communal
- développer un système de suivi-évaluation.

Le budget global pour ces actions est estimé à **56,56** Millions de Fbu.

4.4.5. Stratégies d'intervention

Comme la plupart de ces activités permettront d'atteindre les résultats qualitatifs, leur mis en œuvre dépendra de la bonne collaboration entre la population, l'administration, la police et les collectivités locales sans oublier les associations œuvrant dans le domaine de la bonne gouvernance locale.

La seule stratégie à adopter est d'être complémentaire dans la mise en œuvre de ces activités et de créer des synergies opérationnelles en matière de consolidation de la paix et cohésion sociale.

4.4.6. Organisations et personnes responsables de la mise en œuvre

Les organisations chargées de la mise en œuvre de ces actions sont celles œuvrant dans le domaine de la sécurité de proximité à savoir les communautés, les policiers et les administratifs ainsi que leurs partenaires comme la coopération technique Belge, les instances judiciaires, les associations de lutte contre les violations des droits humains, etc.

V. MECANISMES DE MISE EN OEUVRE, SUIVI-EVALUATION ET ACTUALISATION DU PCDC

5. 1. Mise en œuvre du PCDC

La mise en œuvre du PCDC adoptera une stratégie qui s’inspire de la démarche qui a accompagné son processus d’élaboration à savoir : l’implication et la participation de tous les acteurs (Conseil Communal, Conseils Collinaires et structures communautaires (CDC et CCDC), communautés de base y compris la société civile, partenaires techniques et financiers tant externes qu’internes dont les services sectoriels déconcentrés).

Pour ce faire, deux grandes phases sont à retenir. Il s’agit: (1) **de la phase organisationnelle** qui doit prendre en compte la *vulgarisation* et « *le marketing social* » du plan, *l’identification des acteurs et porteurs de projets, la définition de leur responsabilité et le renforcement des capacités techniques des structures porteuses de projets pour leur réalisation*, (2) **de la phase opérationnelle qui définit la démarche de mise en œuvre des projets.**

5.1.1 Phase organisationnelle

➤ **Vulgarisation et « Marketing social » du PCDC**

C’est une activité qui sera menée avant la mise en œuvre proprement dite du plan ainsi que pendant toute la période d’exécution des activités qui en seront tirées. Il s’agira de vulgariser le plan pour obtenir une adhésion au plan des communautés de base qui en sont les acteurs principaux d’une part mais tous les autres intervenants dans le développement socioéconomique de la commune d’autre part afin qu’ils en fassent la référence unique de leurs interventions. Cette phase permettra également aux autorités de la commune d’assurer la coordination et le suivi – évaluation des activités qui se mènent dans l’entité sous leur responsabilité.

Ces activités se mèneront sous forme de campagne d’information et de sensibilisation à l’endroit des bénéficiaires et partenaires au développement et peuvent se résumer comme suit:

- Une traduction en Kirundi du PCDC
- Une restitution sur les collines en assemblées des populations;
- Une large diffusion de la version en Kirundi du PCDC au niveau de la base;
- Une diffusion sous forme de débats avec les services sectoriels du PCDC
- Une table ronde des bailleurs de fonds.

Pour mener à bien cette phase, le Conseil Communal devra commencer par renforcer la compétence de l’Equipe Communale de Planification en matière de communication. Un comité spécifique à mandat limité choisi au sein de l’Equipe Communale de Planification

éventuellement renforcé par quelques membres du Conseil Communal ou des natifs de la commune, pourrait être utilement mis en place.

❖ **Identification des acteurs et porteurs de projets**

La mise en œuvre du PCDC nécessite la parfaite connaissance des acteurs et la maîtrise de leurs responsabilités.

De ce fait, avec la pleine responsabilisation des acteurs de développement, les principaux acteurs concernés sont:

- **Les communautés de base** qui sont les principaux acteurs d'un développement participatif endogène. Le bon niveau d'exécution du PCDC dépendra du niveau de mobilisation et d'organisation de celles-ci. La création de comités de gestion de projets au sein des CDC et des CCDC peut être d'un grand apport. Ces comités pourront être élargis aux différentes couches socioprofessionnelles intéressées par le développement de la commune dont les services sectoriels et les natifs. Ils auront en charge:
 - La mobilisation des populations des collines autour des projets communautaires;
 - l'initiative pour le montage des projets à soumettre pour financement;
 - la mobilisation de la contribution financière de la communauté;
 - l'initiation pour la recherche de financement auprès des partenaires techniques et financiers avec l'appui des personnes compétentes (ici l'intervention des natifs instruits vivant en dehors de la commune serait d'un concours précieux).

Le suivi et la gestion de l'exécution des projets.

Ces comités (CCDC et CDC) devront rendre compte une fois par trimestre du niveau d'exécution des actions aux populations et aux conseillers lors de leurs séances de travail.

- **La commune** qui est le maître d'ouvrage dans la mise en œuvre du plan. Elle sera chargée de coordonner l'exécution des projets et doit être plus active dans la conduite des projets. Par le vocable « **Commune** » il faudra entendre:
 - **Le Conseil Communal** à qui la loi communale confie la responsabilité de l'élaboration et de la mise en œuvre du PCDC. En effet, le Conseil Communal est l'un des organes investis de la confiance de la population du fait que ses membres sont élus par cette dernière. Ce conseil doit jouer un rôle de premier plan compte tenu des missions et des responsabilités que lui confère les textes fondamentaux en matière de la conduite des affaires politiques, économiques et sociales de la commune, comme organe délibératif, tandis que la gestion quotidienne de la commune est confiée à l'administrateur communal appuyé par le personnel administratif en particulier le conseiller technique chargé du développement, un rôle de décision dans la mise en œuvre des projets, de

coordination dans la réalisation des actions et de suivi évaluation de l'exécution des projets. Les conseillers dans leur localité respective aideront d'une part les comités mentionnés en supra dans les tâches décrites au paragraphe précédent

- *Des commissions spécifiques peuvent être créées ou valorisées au sein du conseil ou de l'administration communale.* Le Conseiller technique de l'administrateur chargé du développement devra servir de secrétaire permanent d'une cellule de pilotage des projets communaux qui se positionnera comme le porteur des projets d'envergure communale. Cette cellule a donc la responsabilité:
 - ✓ du montage des dossiers de projet;
 - ✓ de la négociation et de la mobilisation des fonds complémentaires auprès des partenaires au développement;
 - ✓ du suivi contrôle de la gestion des fonds alloués aux projets ou de la contribution des partenaires au développement;
 - ✓ du suivi et de la gestion de l'exécution des projets.

Elle devra régulièrement rendre compte de l'état d'avancement de ses activités à l'administrateur qui lui-même rend compte au Conseil Communal.

- **L'administration communale** devra également elle-même assurer la gestion comptable des fonds d'investissement et le règlement des questions administratives nécessaires à la bonne conduite des projets;
- **L'Etat** à travers ses services techniques déconcentrés jusqu'à la commune apportera à celle-ci et aux populations son concours technique dans le montage des dossiers de projets et dans le suivi contrôle de leur exécution. Il est indispensable que les techniciens sectoriels sentent qu'ils ont été mis à la disposition de la commune et des populations qui y résident.
- **Les autres partenaires au développement:** le PCDC de la commune de Gitega s'inscrit dans une dynamique de développement participatif, d'amélioration du cadre de vie et de réduction de la pauvreté cohérente avec le CSLP et les OMD. L'ensemble de ces valeurs dont revêt ce document d'orientation converge vers les axes prioritaires d'intervention actuelle des partenaires au développement (coopération bilatéral ou multilatéral, ONG, etc.). De ce fait, le plan bénéficiera plus facilement des aides extérieures. Les partenaires au développement, de part leur engagement, devront apporter leur concours technique et financier complémentaire à la mise en œuvre du PCDC.

Un des facteurs de réussite de la mise en œuvre de ce plan est le savoir ainsi que le savoir faire des acteurs. Ainsi il est prévu en dehors des formations techniques dont doivent bénéficier les services techniques sectoriels, un renforcement des capacités en matière de

gouvernance et de maîtrise d'ouvrage. Des formations des porteurs de projets (communaux et sectoriels), sur les techniques de conduite de projets, viseront à développer et à renforcer leur capacité opérationnelle. A titre d'exemple, il est proposé des modules sur:

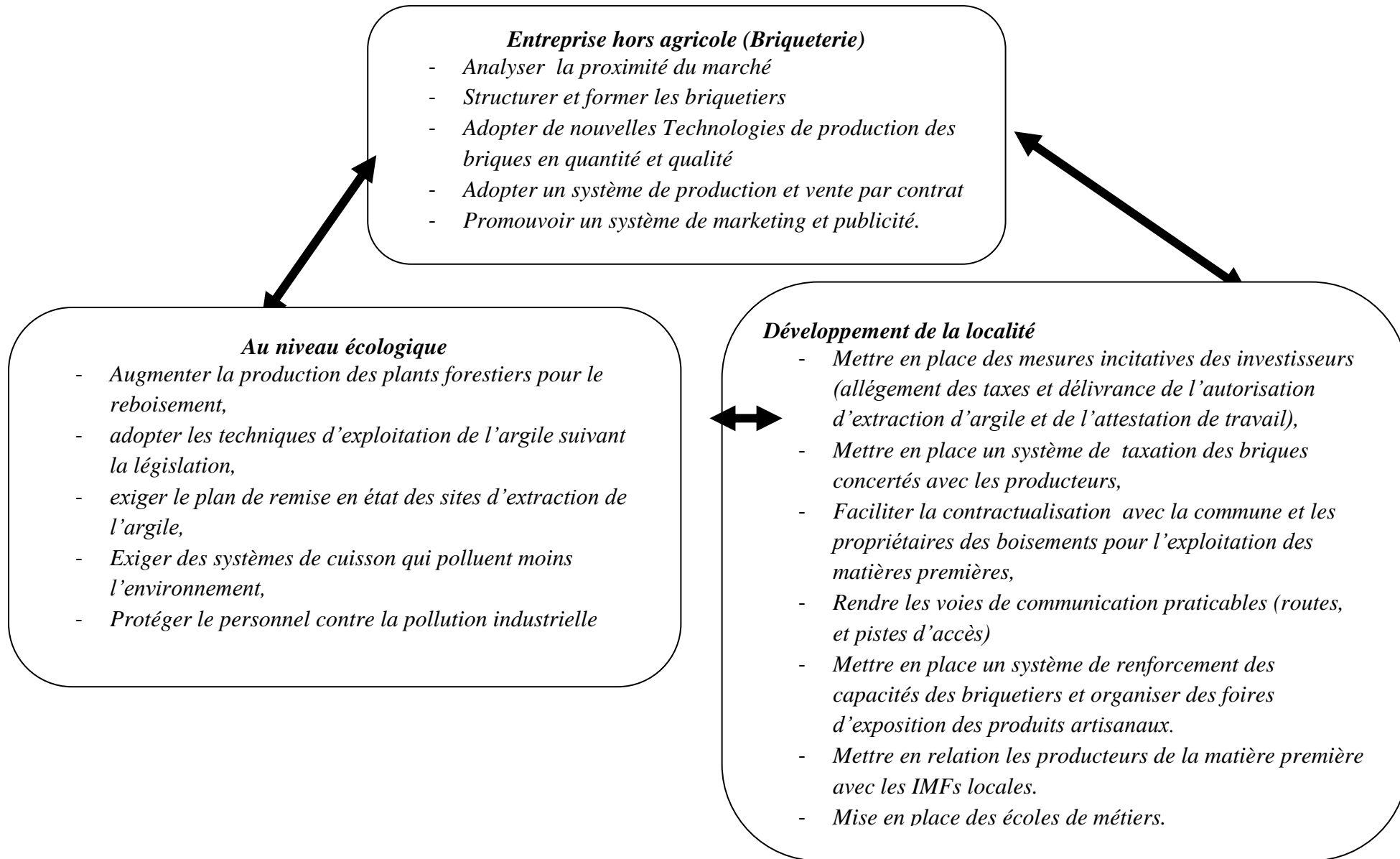
- ✓ la passation de marché,
- ✓ la Mobilisation et gestion des ressources financières,
- ✓ le Montage des dossiers de projet et les techniques de suivi évaluation,
- ✓ les techniques d'animation ainsi que
- ✓ les techniques de communication et de négociation d'un financement.

De plus, compte tenu de la vision commune dégagée par la commune dans ce PCDC, des formations sur la gestion pacifique des conflits et l'inclusion des différentes catégories de la population dans la gestion du développement de la commune.

5.1.2. Phase opérationnelle

Au cours de cette phase d'opérationnalisation des activités retenues dans ce PCDC, il importe d'analyser l'interrelation entre les différents domaines d'intervention et l'implication des différents acteurs pour un développement durable de la commune. A cet effet, une nouvelle approche du Développement Economique Local (DEL) qui met en relation tous les acteurs au développement est en cours d'initiation dans le Pays. Il s'avère alors opportun que la planification communale comprenne une illustration à partir d'une seule entreprise.

Au regard des actions prévues dans la commune Gitega, on propose de montrer les liens qui existent entre elles dans le but de promouvoir un développement économique local.



La réussite de cette méthode demande l'implication de tous les intervenants sur les différents maillons de la chaîne de production.

Cette stratégie exigera également les étapes de :

- communication et de négociation ;
- mobilisation des ressources endogènes et exogènes ;
- élaboration des études d'exécution et de passation des marchés ;

➤ **Etape de communication et de négociation**

L'étape de communication et de négociation est un des maillons les plus importants dans la démarche proposée.

Il est préconisé la tenue des réunions de tous intervenants ayant des intérêts communs immédiats, à court et à long terme. Ces intérêts ne sont que généralement l'augmentation des revenus.

Ce premier contact direct avec les différents partenaires sera préparé et conduit au niveau communal pour :

- informer les partenaires au développement de l'approche DEL, ses avantages
- Identifier les secteurs porteurs du développement et les principaux acteurs
- Identifier et négocier les facilités de la part de l'administration
- de négocier une pleine participation des partenaires au développement en appui à l'effort local, cela en apportant le complément financier nécessaire à la réalisation du PCDC ;
- de persuader chacun des partenaires de se positionner par volet d'activités selon ses axes d'intervention prioritaires habituels dans les projets de développement ;
- d'asseoir les bases de nouveaux partenariats de développement concerté entre la commune et les institutions d'aides qui s'engageront dans ce processus.

Les négociations avec les partenaires au développement ne se limiteront pas à la seule rencontre. Elles devront également pouvoir se formaliser dans le cadre d'accord de principes et partenariat entre acteurs intervenants sur les maillons.

En dehors de l'approche DEL la commune continuera la mobilisation des financements tant endogènes qu'exogènes sur les différents projets ne seront pas concernés.

➤ **Etape de mobilisation des ressources endogènes et exogènes**

Pour la présente étape, la priorité est accordée à la mobilisation des ressources financières, sans négliger celles en main d'œuvre et en matériaux.

On distingue deux types de ressources:

- **les ressources exogènes:** il s'agit essentiellement de l'apport financier complémentaire mobilisé par les partenaires au développement. Ces contributions peuvent prendre également la forme d'un appui technique et/ou en équipement;

- **les ressources endogènes** constituées des contributions locales qui peuvent varier en fonction des types de réalisations.
 - Pour les projets communautaires: la mobilisation des ressources locales se fait à la base et est sous la responsabilité des CDC. Les contributions peuvent être en nature et/ou en espèce;
 - Pour projets d'envergure communale : les ressources à mobiliser sont constituées essentiellement de contributions financières mais aussi d'appuis techniques apportés par les services techniques déconcentrés. La commune est responsable de la mobilisation de ces ressources.

NB : Les ressources financières exogènes seront d'autant plus facilement mobilisables que les partenaires au développement auront la preuve de la disponibilité des contributions endogènes.

➤ **Etape d'élaboration des études d'exécution et de passation des marchés de travaux ou de fournitures**

La réalisation des projets issus du PCDC nécessite:

- *d'une part l'élaboration des études d'exécution:* ces études permettent de mieux évaluer techniquement et financièrement les projets identifiés dans le cadre du PCDC. Elles pourraient être exécutées par le concours des services techniques déconcentrés ou par le biais de bureaux d'études par voie d'appel d'offre;
- *d'autre part la mise en œuvre d'une procédure de passation de marchés des travaux ou de fournitures:* cette procédure devra s'appliquer pour le choix des entreprises devant exécuter les marchés de travaux ou de fournitures en respectant la réglementation en vigueur au Burundi.

Le but de cette procédure de passation de marché est de créer le maximum de transparence dans la conduite des projets.

➤ **Etape de réalisation et de suivi-contrôle des projets**

Cette étape porte sur l'exécution concrète des projets par les entreprises adjudicataires des marchés. La réalisation des projets nécessite un suivi -contrôle minutieux ponctué par la production de rapports réguliers de suivi des travaux en vue de s'assurer de la bonne conduite du projet. Le suivi- contrôle de l'exécution des projets est de la responsabilité de la commune pour l'ensemble des projets et particulièrement des CDC pour les projets communautaires et/ou des Comités de gestion ad hoc.

Pour s'assurer de la bonne exécution des travaux, les CDC ou les services communaux, dans leur tâche de suivi- contrôle, devront se faire aider par un spécialiste en la matière.

5.2. Evaluation financière de la stratégie de mise en œuvre et du suivi

Au delà de la mobilisation des ressources pour la réalisation des actions, la réussite ou réalisation du Plan dépendra fortement de l'application de la stratégie de mise en œuvre et du suivi- évaluation. Une évaluation financière des activités prévues dans cette stratégie s'impose avant le démarrage de la mise en oeuvre du Plan. Cette évaluation financière devra prendre en compte les activités d'information, de communication (large diffusion du plan, etc.), de mobilisation des acteurs, de formation, d'élaboration de fiches de projets, d'appui conseil et accompagnement notamment pour le volet du suivi- contrôle et suivi- évaluation.

5.3. Suivi – évaluation du plan

Le suivi - évaluation est un processus qui permet de suivre le chronogramme d'exécution du Plan et de faire le bilan périodique de l'exécution des projets en vue de mieux orienter les actions futures.

Il permet d'identifier les principaux indicateurs pour le respect des objectifs et des projets inscrits dans le Plan. A ce niveau, deux regroupements d'indicateurs peuvent être observés. Il s'agit:

- des indicateurs de réalisation des performances qui prennent en compte le taux de réalisation physique et financière par composante;
- des indicateurs d'effets ou d'impact basés sur les domaines dans lesquels les changements sont observables à savoir:
 - ✓ la mobilisation des acteurs et des ressources financières;
 - ✓ l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base;
 - ✓ l'amélioration de la qualité du cadre de vie et la préservation de l'environnement;
 - ✓ l'amélioration du niveau de revenu des populations;
 - ✓ la gouvernance locale.

❖ Démarche de suivi- évaluation proposée

La démarche de suivi évaluation proposée repose en priorité sur la participation effective de tous les acteurs depuis les communautés à la base jusqu'au Conseil Communal. Elle peut être la suivante :

- pour les projets d'envergure sectorielle, le suivi- évaluation sera assuré par le conseiller technique de l'administrateur appuyé par le comité de gestion des projets des secteurs et tous ces intervenants ont l'obligation de déposer un rapport de suivi -évaluation;

La commune produira un rapport bilan à la fin de chaque exercice budgétaire; pour l'ensemble des actions du plan, le Conseil Communal mettra en place un comité restreint pour suivre l'exécution des actions programmées.

Ce comité travaillera sur la base des rapports périodiques produits et fournira des rapports bilans à la deuxième et à la cinquième année de mise en œuvre du plan.

ANNEXE 1 : BUDGETISATION DES INTERVENTIONS ET STRATEGIE DE FINANCEMENT

Axe stratégique n°1: Améliorer l'accessibilité aux services sociaux de base (Education, Santé, Eau potable, hygiène et assainissement)

Projet	Activités	Localisation	Qté	CU en millions	CT en millions	Chronogramme de financement(en Millions de Fbu)					Sources de financement		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail
Education, Sport et culture													
Assurer une éducation de qualité	Construire les Ecoles Primaires et maternelles (adaptées aux handicapés)	Karenda, Bukwazo, Rutegama, Karera2, Songa, Rweza, R ubanvyi	7	160	1120	160	320	160	320	160	33,6	22,4	1064
	Construire et équiper 52 Ecoles Fondamentales (3salles de classe adaptées aux handicapés)	Toutes les Ecoles	156	15	2340	468	468	468	468	468	468	702	1170
	Construire les bureaux de la DCE et IC + Equipement	Chef lieu de la Commune	1	60	60		60				1,8	1,2	57
	Réhabiliter les Ecoles primaires	Mushasha I et II, COMUBU, Mungwa	4	60	240	60	60	60	60		7,2	4,8	228
	Construire et équiper l'école des métiers (adaptées aux handicapés)	Mubuga	1	540	540						16,2	10,8	513
	Construire un centre d'alphabétisation et payer les formateurs	Toutes les Zones	4	80	320		80	80	80	80	9,6	6,4	304
	Construire une Ecole Professionnelle	Zones rurales	4	540	2160	540	540	540	540	540	64,8	43,2	2052
Projet	Activités	Localisation	Qté	CU en	CT en	Chronogramme de financement(en					Sources de financement		

				millions	millions	Millions de Fbu)							
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail
	Construire et équiper les écoles secondaires (adaptées aux handicapées)	Butamuheba,Mukanda, Rubanvyi	3	270	810	270	270		270		24,3	16,2	769,5
	Etendre des écoles secondaires	Mubuga,Ceru,Nyakibingo,Rubabi,Yoba,Rutegama,CO Mweya,Co Mugutu,Co Bene zer	10	80	800	160	160	160	160	160	24	16	760
	Construire et équiper les Labos et salles polyvalentes	Ecoles communales et nouveau lycées	14	40	560	120	120	80	120	120	16,8	11,2	532
	Construire les terrains de jeux (EPS)	Co Mwumba,Co Nyakibingo,EP Musinzira,Co Rango,Co Ceru,EP Rweza	6	10	60	10	10	10	20	10	1,8	1,2	57
	Plaider pour la réhabilitation du stade de Gitega	Commune de Gitega											
	Construire Latrines et Urinoires adaptés aux handicapés	EP Songa,Bihanga,Magarama I,Musinzira,Lycée Ste Thérèse	5	18	90	18	18	18	18	18	2,7	1,8	85,5
	Construire les logements et homes pour les fonctionnaires	Mukanda,Ngobeko	2	100	200	40	40	40	40	40	6	4	190
	Plaider pour les primes d'éloignement et de vacatariat	Mukanda,Ngobeko,Mur igwe,Kimanama,Mubuga I et II,Karenda,Mirama,Gacaca,Kibiri Iet II,Bihanga,Rubanvyi	13		0								
Projet	Activités	Localisation	Qté	CU en millions	CT en millions	Chronogramme de financement(en Millions de Fbu)					Sources de financement		

						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail
	Plaider pour l'achevment de la construction en cours de l'université	Tankoma	1	0									
	Electrifier les écoles	Co St Francois d'Assise,Lycée et ecole techn Kwibuka,ITAB,Mweya, Co Ceru,Rutegama,Lycée Co.Mubuga	7	250	1750	250	500	250	500	250	52,5	35	1662,5
	Aménager des terrains de jeux	Kimanama,Nyakibingo	2	25	50						1,5	1	47,5
	Equiper les écoles primaires:										0	0	0
	1. bancs pupitres		1575	0,05	78,75	26,25	26,25	26,25			15,75	23,63	39,375
	2. Bureau du Maitre		91	0,08	7,28		7,28				1,456	2,184	3,64
	3. Etagères		91	0,06	5,46			5,46			1,092	1,638	2,73
	4. Chaises des maîtres(2)		182	0,015	2,73				2,73		0,546	0,819	1,365
	5. Machine à écrire (ordinateur)		14	9	126		126						126
	6. Stencileuse		7	0	0								
	Equiper les écoles maternelles:	Toutes les écoles											
	1. Tables		84	0,05	4,2	4,2						4,2	
	2. Bancs adaptés aux petits enfants et aux handicapés		84	0,05	4,2	4,2						4,2	
	3. Armoires/Etagères		21	0,06	1,26		1,26					1,26	
Projet	Activités	Localisation	Qté	CU en millions	CT en millions	Chronogramme de financement(en Millions de Fbu)					Sources de financement		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail

Améliorer l'état des structures de soins et les conditions d'accessibilité de la population au service de santé	Plaider pour la réhabilitation et extension de l'hôpital de Gitega	Gitega urbain											
	Raccorder les CDS en eau potable	mungwa(en Km)	4	15	60	60							60
		rutoke-ceru(en Km)	15	15	225		225						225
	Appuyer les CDS en équipements (lits, matelas, mobiliers).	CDS	22	20	440	88	88	88	88				440
	Plaider pour l'amélioration des services de santé	CDS	2280	0,02	45,6	9,12	9,12	9,12	9,12			45,6	
	Construire et équiper les CDS.	Collines ou quartiers dépourvus	16	250	4000	500	750	750	1000	1000	80	120	3800
	Organiser et mener des séances de sensibilisation de la population pour se faire soigner	toutes les collines	190	0,02	3,8	0,76	0,76	0,76	0,76	0,76		3,8	
	Sensibiliser les femmes enceintes à la CPN précoce et au dépistage du VIH.	toutes les collines	190	0,02	3,8	0,76	0,76	0,76	0,76	0,76		3,8	
	Sensibiliser la population et les couples en particulier à la limitation des naissances	toutes les collines	190	0,02	3,8	0,76	0,76	0,76	0,76	0,76		3,8	
Projet	Activités	Localisation	Qté	CU en millions	CT en millions	Chronogramme de financement(en Millions de Fbu)					Sources de financement		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail
	Mobiliser la population à l'adhésion à la CAM.	toutes les collines	190	0,02	3,8	0,76	0,76	0,76	0,76	0,76		3,8	

	Evaluer le taux d'adhésion à la CAM	toutes les collines	190	1,02	193,8	38,76	38,76	38,76	38,76	38,76		193,8	
	Animer les séances de sensibilisation à la lutte contre le VIH SIDA.	toutes les collines	190	0,02	3,8	0,76	0,76	0,76	0,76	0,76			0,76
	Poursuivre les campagnes de vaccination	Toutes collines et quartiers	38	0									
Eau													
Améliorer l'accessibilité des ménages à l'eau potable	Desservir les quartiers non alimentés en eau potable	Nyabutusti-Nyabiharage	14	15	210		210						210
		Musinzira-Yoba-Nyamugari	6	15	90			90					90
		Magarama	1	15	15				15				15
	Etendre les AEP(en Km)	Rubanvyi	9	15	135					135			135
		Mukanda	5	15	75				75				75
		Mungwa	4	15	60			60					60
		Mubuga	13	15	195		195						195
		Mirama	5	15	75	75							75

Projet	Activités	Localisation	Qté	CU en millions	CT en millions	Chronogramme de financement(en Millions de Fbu)					Sources de financement		
						2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Com	Bail
	Renforcer le SETAG en matériel (2 camions) et autres matériels spécifiques	Gitega	2	100	200		100		100				200
	Sensibiliser la population sur l'hygiène corporelle et vestimentaire	Toutes les collines et quartiers	190	0,02	3,8	0,76	0,76	0,76	0,76	0,76		3,8	
	Construire des latrines publiques au marché de Zege	Zege	5	8	40	40					12	8	20
Habitat													
Promouvoir l'habitat décent dans la commune de Gitega	Sensibiliser la population à l'habitat décent	Toutes collines et quartiers	190	0,02	3,8	0,76	0,76	0,76	0,76	0,76		3,8	3,8
	Sensibiliser la villagisation	Toutes collines	190	1,02	193,8	38,76	38,76	38,76	38,76	38,76		193,8	193,8
	Construire les villages de paix	Bihanga	300	20	6000		3000	3000			3600		2400
	Sensibiliser usage des matériaux locaux de construction	Toutes les collines	145	0,02	2,9	0,58	0,58	0,58	0,58	0,58		2,9	
	Structurer les extracteurs de matériaux locaux de construction en associations	Toutes les collines	145	0,02	2,9	0,58	0,58	0,58	0,58	0,58		2,9	
	Accompagner les rapatriés et sinistrés en villages ruraux	Villages	210	0,1	21		21					21	
Projet	Activités	Localisation	Qté	CU en	CT en	Chronogramme de financement(en					Sources de financement		

				millions	millions	Millions de Fbu)					Pop	Com	Bail
						2013	2014	2015	2016	2017			
	Initier le système d'encadrement de la population à l'habitat décent	Toutes les collines	38	0,02	0,76	0,38	0,38					0,76	
Total Axe stratégique n°1:					25347,2	3399,6	7767	6432	4143,3	3218,4	4696	1864	18739

Axe stratégique n°2 : Augmentation de la production agropastorale et protection de l'environnement (Agriculture, élevage, Environnement et démographie).

PROJET	OBJECTIFS	ACTIVITES	LOCAL	QTE	CU(en	CT(en	Chronogramme d'exécution (en millions	Source de
--------	-----------	-----------	-------	-----	-------	-------	---------------------------------------	-----------

					millions)	millions)	de Fbu)					financement			
							2013	2014	2015	2016	2017	Pop	COM	BAIL	
Développement t Agro- Zootechnique	Augmenter la production du lait, viande et de la fumure organique	Diffuser du cheptel bovin	Collines	300	1,5	450	112,5	112,5	112,5	112,5				450	
		Diffuser du cheptel chèvre	Collines	6000	0,1	360	72	72	72	72	72				360
		Diffuser du cheptel porcin	Collines	4000	0,15	600	120	120	120	120	120				600
		Diffuser du cheptel mouton	Collines	300	0,06	18	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6				18
		Diffuser du cheptel volailles	Collines	10 000	0,012	120	24	24	24	24	24				120
		Renforcer le système de chaîne de solidarité	Collines	1140	0,02	22,8	4,56	4,56	4,56	4,56	4,56				22,8
	Amélioration génétique	Appliquer la reproduction animale par l'insémination Artificielle	Collines	2280	0,025	57	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4	57			
	Préservation de la qualité	Créer des unités de transformation des produits du lait	commune	1	50	50		50							50
		Installer des centres de collecte de lait au niveau collinaire	Collines	29	0,1	2,9		2,9							2,9
		Installer des centres de collecte de lait	Zone	4	20	80		80							80
		Structurer les éleveurs en coopératives ou associations	3 zones	3	0,02	0,06	0,06								0,06
PROJET	OBJECTIFS	ACTIVITES	LOCAL	QTE	CU(en millions)	CT(en millions)	Chronogramme d'exécution (en millions de Fbu)					Source de financement			
							2013	2014	2015	2016	2017	Pop	COM	BAIL	

PROJET	OBJECTIFS	ACTIVITES	LOCAL	QTE	CU(en millions)	CT(en millions)	Chronogramme d'exécution (en millions de Fbu)					Source de financement		
							2013	2014	2015	2016	2017	Pop	COM	BAIL
		Vulgariser les techniques de production des cultures de la pomme de terre et maïs	Collines	145	0,02	2,9	0,76	0,76	0,76	0,76	0,76		2,9	
		Appuyer les producteurs du maïs dans sa transformation (5 décortiqueuses par unité zone)	Zones(3)	15	5	75			75					75
		Construire un hangar de stockage	Zones	4	20	80	40	40				16	24	40
		Créer des points de vente en intrants phyto sanitaires	Zones	4	10	80	40	40					80	
		Sensibiliser les producteurs à la lutte contre les maladies et ravageurs	Collines	145	0,02	2,9	0,76	0,76	0,76	0,76	0,76		2,9	
		Diffuser des rejets de bananier améliorés	collines	25 000	0,001	25	10	15				25		
		Installer une unité de transformation de jus ou de vins de banane	zone	1	500	500			500					500
		Créer des points de collecte de la banane	Zones	3	10	30								
PROJET	OBJECTIFS	ACTIVITES	LOCAL	QTE	CU(en millions)	CT(en millions)	Chronogramme d'exécution (en millions de Fbu)					Source de financement		

))	2013	2014	2015	2016	2017	Pop	COM	BAIL
		Diffuser des boutures tolérantes à la mosaïque	collines	100 000	0,001	100	50	50				100		
		Appuyer les multiplicateurs modèles: 1 multiplicateur par colline avec 100 rejets	collines	2 900	0,005	14,5	14,5							14,5
		*50 KG de DAP/multiplicateur	collines	1 450	0,001	1,45	1,45							1,45
Intensification agricole	Disponibiliser les fertilisants	Sensibiliser les ménages aux techniques de compostage	collines	190	0,02	3,8	0,76	0,76	0,76	0,76	0,76		3,8	
		Rendre disponible et à temps les engrais chimique en quantité et qualité suffisantes	collines	120000 0	0	1200	240	240	240	240	240	1200		
		installer un point de vente pour les produits phyto vétérinaires	zone	4	15	60	15	15	15	15				
	Promouvoir l'horticulture	Produire des plants fruitiers et des cultures maraichères	Toutes les collines (1 pépinière par an et par colline)	145	1,5	217,5	43,5	43,5	43,5	43,5	43,5	174		43,5
		Initier les cultures des pleurotes et de spirulina	Un champ par zone	3	0,5	1,5		1,5						1,5
PROJET	OBJECTIFS	ACTIVITES	LOCAL	QTE	CU(en millions)	CT(en millions)	Chronogramme d'exécution (en millions de Fbu)					Source de financement		
							2013	2014	2015	2016	2017	Pop	COM	BAIL

		faciliter les caféiculteurs à étendre les exploitations	commune											
		plaider pour l'appui des associations dans l'amélioration de la production du café	Commune											
		Plaider pour la régénération des caféiers	commune											
Assurer la protection des sols par les méthodes conservatoires des eaux et des sols	Protection des sols	Installer des pépinières pour les plants forestiers, herbes fourragères	collines	1.10 ⁶	0,00005	500	100	100	100	100	100	400		100
		reboiser les sites dénudés	collines	500 ha	0,7	350	70	70	70	70	70	350		
		Installer des haies antiérosives	collines	500 Km	0,2	100	30	30	40			80	20	
		Protéger des boisements par des pare-feux	collines	58km	0,1	5,8	3,8	2				5,8		
	Renforcement des capacités des bénéficiaires	disponibiliser des outils de formation, information et de sensibilisation sur les différents thèmes en rapport avec l'environnement	Un site par colline	29	0,02	0,58	0,58							0,58
PROJET	OBJECTIFS	ACTIVITES	LOCAL	QTE	CU(en millions)	CT(en millions)	Chronogramme d'exécution (en millions de Fbu)					Source de financement		
							2013	2014	2015	2016	2017	Pop	COM	BAIL

	Aménagement des marais	Aménager les marais	NYABUHIRA (60HA)	60	4	240	240					24		216
			KIYONGOZI	50	4	200						20		180
			MUTWENZI	40	4	160						16		144
		Faire des études de faisabilité de l'aménagement des marais	MABORWE	27	2	54		54						54
			KARONGA	25	2	50	50							50
			RUVYIRONZ A	70	2	140			140					140
		Aménager les marais	MABORWE	27	4	108			108			10,8		97,2
			KARONGA	25	4	100		100				10		90
			RUVYIRONZ A	70	4	488				488		48,8		439,2
		Renforcer les capacités des usagers de marais sur la maintenance des ouvrages hydroagricoles	marais	18	1	18		6	6	6				18
		Faire des études de faisabilité d'installation des retenues collinaires	zones	3	5	15		75						75
		Aménager des retenues collinaires	Zones	3	25	75			25	25	25			75
Total Axe n°2						6884	1340,8	1406,17	1753,8	1338,8	717,3	2537	137,34	4179,3

Axe 3 : Développement des activités économiques hors agricoles et voies de communication

PROJET	OBJECT	ACTIVITES	LOCAL	QTE	CU	CT(en millions)	Chronogramme d'exécution(en millions de Fbu)	CONTRIBUTION
--------	--------	-----------	-------	-----	----	-----------------	--	--------------

							2013	2014	2015	2016	2017	POP	COM	BAIL
Activités économiques hors Agriculture														
Promotion des activités hors agriculture	Augmentation des revenus dans les ménagers	Organiser des séances de sensibilisation sur l'importance économique des métiers	les 4 zones	32	0,02	0,64	0,128	0,128	0,128	0,128	0,128		0,64	
		Organiser un cadre d'échange entre les opérateurs sur un même métier	commune	40	0,02	0,8	0,16	0,16	0,16	0,16	0,16		0,4	0,4
		Créer un centre d'exposition-vente des produits artisanaux	commune	1	30	30		30						
		Sensibiliser les artisans sur l'importance et le fonctionnement des institutions financières	commune	10	0,02	0,2	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04		0,2	
		Sensibiliser les artisans et autres producteurs à se regrouper en associations	les 4 zones	32	0,02	0,64	0,128	0,128	0,128	0,128	0,128		0,384	0,256
		Renforcer les capacités techniques et organisationnelles des artisans	les 4 zones	20	5	100	50	50						100
		Sensibiliser les artisans et autres producteurs à faire la publicité et le marketing des produits artisanaux	les 4 zones	32	0,02	0,64	0,128	0,128	0,128	0,128	0,128		0,384	0,256
		Aménager des sites industriels par type de métier	Commune	4	10	40		40					20	20
		Appuyer les associations féminines dans les AGRs(Salon de coiffure): deux associations appuyées avec deux salons par an	Gitega urbain	10	3	30	6	6	6	6	6			30
PROJET	OBJECT	ACTIVITES	LOCAL	QTE	CU	CT(en millions)	Chronogramme d'exécution(en millions de Fbu)					CONTRIBUTION		
							2013	2014	2015	2016	2017	POP	COM	BAIL

		Appuyer les associations des jeunes lauréats dans les AGRs(3 cybers internet par an et pour 3 associations)	Gitega urbain	15	75	1125	225	225	225	225	225			1125
		Faire le suivi du fonctionnement et de l'implantation des institutions financières	commune	5	0,5	2,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5		2,5	
		Organiser des séances de vulgarisation de la loi régissant les établissements hôteliers	commune	20	0,02	0,4	0,4						0,4	
	Augmentation des revenus dans les ménagers	Faire respecter les normes hôtelières	commune	0		0								
		Faire la publicité pour les établissements hôteliers	les hôtels	20	1	20	4	4	4	4		20		
		Vulgariser le code des investissements	Zone	20	0,02	0,4	0,08	0,08	0,08	0,08			0,08	
Voies de transport														
appui à la réhabilitation et à l'entretien des routes communales	améliorer les réseaux routiers	Doter les collines du kit d'entretien des pistes rurales	toutes les collines	38	0,5	19	19							19
		Réhabiliter les pistes	MUBUGA-MURIRWE	10KM	45	450	450					13,5	9	427,5
			BWOGA-RWEZA-BUTAMUHE BA-MUNGWA	15KM	45	675		675				20,25	13,5	641,25
			BIROHE-NYAKIBINGO	7KM	45	315			315			9,45	6,3	299,25
			RUTOKE-KIBIRI	8KM	45	360				360		10,8	7,2	342
PROJET	OBJECT	ACTIVITES	LOCAL	QTE	CU	CT(en millions)	Chronogramme d'exécution(en millions de Fbu)					CONTRIBUTION		
							2013	2014	2015	2016	2017	POP	COM	BAIL
			YOBA-	3KM	45	135					135	4,05	2,7	128,25

			RUKOBA											
			NTOBWE-MUNGWA-RUTOKE	25Km	45	1125				1125		33,75	22,5	1068,75
			GITEGA-RUBAMVYI-MUKANDA	15Km	45	675			675			20,25	13,5	641,25
			MUBUGA-RUKUTA-HIGIRO-GITEGA	20KM	45	900		900				27	18	855
			SHATANYA-MUSHASHA	5Km	45	225	225					6,75	4,5	213,75
			MUGUTU-HIGIRO	8Km	45	360		360				10,8	7,2	342
Appuyer la construction et le pavage des routes		Paver les routes	Tous les quartiers	37 Km	100	3700						111	74	3515
Appui à la construction des ponts et ponceaux		construction des ponts et ponceaux	MUSINZIRA-RUTEGAMA	1	50	50	50					1,5	1	47,5
			Rutegama-Higiro	2	50	100		100				3	2	95
			Rugari-Nyakibingo-Higiro	3	50	150			150			4,5	3	142,5
			Higiro-karenda-Mubuga	1	50	50				50		1,5	1	47,5
			Ntobwe-Butamuheba	1	50	50					50	1,5	1	47,5
			Shatanya-Mushasha	1	50	50				50		1,5	1	47,5
PROJET	OBJECT	ACTIVITES	LOCAL	QTE	CU	CT(en millions)	Chronogramme d'exécution(en millions de Fbu)					CONTRIBUTION		
							2013	2014	2015	2016	2017	POP	COM	BAIL

			Nyabiharage-Shatanya	1	50	50		50			1,5	1	47,5	
			Nyabisindu-Nyabugogo	1	50	50		50			1,5	1	47,5	
			Nyamugari-Karera	1	50	50	50				1,5	1	47,5	
			Nyabututsi rural-Jimbi	1	50	50		50			1,5	1	47,5	
			Rugari-Gitamo-Rubanyvi	1	50	50		50			1,5	1	47,5	
			Bwoga-Kwibuka	1	50	50			50		1,5	1	47,5	
			Mubuga-Kimanama	1	50	50				50	1,5	1	47,5	
			Nyabututsi rural(Musenyi)	1	50	50			50		1,5	1	47,5	
			Birohe-Nyakibingo	1	50	50		50			1,5	1	47,5	
			Nyamugari-magarama	1	50	50		50			1,5	1	47,5	
			Mubuga-Bukwazo	1	50	50	50				1,5	1	47,5	
			Nyabihanga-Gitega	1	200	200		200			6	4	190	
Réduire les risques d'accidents et l'agglomération des véhicules		Elargir les dimensions des routes (autoroute)	Ville-BrasserieRN2; GITEGA-RUTANA	6 Km	450	2700			2700				2700	
		Construire des parkings dans 3 coins de la ville	YOBA, MASANGAN ZIRA et TANKOMA	3	10	30		30					30	
PROJET	OBJECT	ACTIVITES	LOCAL	QTE	CU	CT(en millions)	Chronogramme d'exécution(en millions de Fbu)					CONTRIBUTION		
							2013	2014	2015	2016	2017	POP	COM	BAIL

		mettre des dos d'ânes et signaux routiers	Ville GITEGA	10	1,5	15			15					15
		Faire l'adressage et signaler les quartiers	Ville de Gitega											
		Aménager de nouveaux quartiers	Gitega urbain											
		vulgariser le schéma directeur d'aménagement du territoire	Gitega urbain											
		Viabiliser les quartiers occupés anarchiquement	Ville de Gitega											
		Faciliter les travaux de construction du chemin de faire (Faciliter l'indemnisation des communautés)	Commune											
Energie														
Augmentation de l'Energie électrique	Augmenter de 2 Mw la production énergétique	Construire une micro centrale hydro-électrique	RUVYIRONZ A	2MW	7500	15 000		5000	5000	5000				15 000
Appui à l'extension du réseau électrique	Augmenter le taux de desserte	Electrifier les nouveaux quartiers et des centres environnants de la ville	VILLE Gitega (16 nouveaux quartiers) et centres de Mubuga, Mweya, Kwibuka, Ceru et Mungwa	42	100	4200		1050	1050	1050	1050			4200
Appui à la réhabilitation du réseau électrique	Prévenir les accidents causés par l'électricité	Changer les câbles et adopter un réseau électrique aérien	Centre urbain	60 Km	100	6000		6000						6000
		Réhabiliter les cabines de transformation	Centre urbain	16	40	640		640						640
		Remplacer les poteaux pourris	Centre urbain	200	0,15	30		30						30
PROJET	OBJECT	ACTIVITES	LOCAL	QTE	CU	CT(en millions)	Chronogramme d'exécution(en millions de Fbu)					CONTRIBUTION		
							2013	2014	2015	2016	2017	POP	COM	BAIL

Appui à l'éclairage sur les voies publiques	Sécuriser les voies publiques	Placer les points lumineux sur les voies publiques	centre urbain	60	3	180	180							180
Appui à l'installation des systèmes de l'énergie renouvelable réduisant le Carbone	Réduire l'émission du carbone et électrique des milieux isolés	Promouvoir l'installation des systèmes de l'énergie renouvelable réduisant le C	Les infrastructures publiques(1 infrastructure/c olline + CDS)	58	6	348		348						348
			Voies routières	300	2	600			600					600
TELECOMMUNICATION														
Appui à la construction d'un centre informatique interconnecté	Exploiter la fibre optique nouvellement installé	Construction et équipement d'un centre informatique et sa connexion au réseau de l'internet	centre ville	1	200	200				200				200
COMMERCE														
Appui à la construction des marchés	Créer l'emploi	Construction de 3 stands Modernes	Nyabututsi,Mu buga ,yobaet Rutoke	3	750	2 250								2250
		Faire l'extension du marché central vers Kabasazi	Marché central de Gitega	1	375	375								367,5
		Clôturer le marché du bétail de ZEGE	ZEGE	1	25	25			25					25
		Réhabiliter l'abattoir	Commune	1	20	20		20						20
Total Axe n°3:						44 103	1 311	15 859	8 216	10 871	1 517	324	252	43 489

Axe n°4 : Promotion de la bonne gouvernance locale, justice et équité (Justice, sécurité, cohésion sociale et Genre)

Projet	Objectif	Activités	Localisation	Qté	CU	CT	Chronogramme d'exécution(en millions de Fbu)	Source de financement
--------	----------	-----------	--------------	-----	----	----	--	-----------------------

							2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Comm	Bail	
Sécurité															
Amélioration de la sécurité dans la commune Gitega	Rapprocher les services de la police de proximité	Acquérir des terrains	Commune + 4 zones	5	7	35	7	14		14			35		
		Construire des infrastructures de la police	Commune + 4 zones	5	25	125	25	50		50					125
		Décentraliser les services de police	Commune + 4 zones	5	0	0									
	Renforcement des capacités	Doter des moyens nécessaires à l'accomplissement à l'accomplissement des tâches policières	Commune + 4 zones	5	0	0									
		Former de façon continue sur la cohabitation sociale, droit de l'homme, tâches policières	Commune Gitega	5	1	5	1	1	1	1	1				5
	Impliquer les différents acteurs de la société dans la gestion de la société	Mener une étude sur les sources d'insécurité	Toutes les collines	1	5	5	5							5	
		Mise en place des comités mixtes de sécurité inclusive (colline, Zone)	4 zones + commune + Colline	5	0,02	0,1	0,1						0,1		

Projet	Objectif	Activités	Localisation	Qté	CU	CT	Chronogramme d'exécution(en millions de Fbu)					Source de financement				
							2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Comm	Bail		
		Faire un plaidoyer pour un cadre légal des comités mixtes de sécurité	Commune Gitega			0										
		Renforcer les capacités des différents comités mixtes de sécurité	Commune Gitega	5	0,75	3,75	0,75	1,5		1,5						3,75
		Elaborer d'un plan communal de sécurité	Commune Gitega	1	5	5		5								5
		faire le suivi et évaluation de la mise en œuvre de ces activités	Commune Gitega	1	0	0										
		Mener des campagnes de sensibilisation sur le désarmement de la population	Toutes les collines	38	0,02	0,76	0,76							0,76		
	Sécuriser le processus électoral dans la commune Gitega	Informers les comités mixtes de sécurité sur l'organisation sécuritaire des élections et la gestion d'après les élections	Commune Gitega	5	1	5	2,5	2,5								5
		Mettre en place d'un cahier de charge en la matière	Commune Gitega	1	5	5	5									5
Projet	Objectif	Activités	Localisation	Qté	CU	CT	Chronogramme d'exécution(en millions de Fbu)					Source de financement				

		Faire une évaluation à mi-parcours des CMS	Commune											
		Elaborer un plan communal de sécurité	Commune											
		Former et informer les CMS sur la sécurisation des élections	collines											
		Mettre en place un cahier de charge des différents acteurs dans la sécurisation des élections et leur doter du matériel technique,	commune											
		Mettre en place des stratégies pour le retrait des armes des mains de la population	commune											
		Justice												
Amélioration de l'accès à la justice équitable	Rapprocher la justice aux justiciables	Construire un tribunal de résidence	Mungwa, Mubuga	2	80	160		80	80			4,8	3,2	152
		Construction d'un Bureau d'accueil	Tribunal	1	15	15	15					0,45	0,3	14,25
		Doter les tribunaux de résidence des motos	Tribunal de résidence	5	3	15	3		6	6				
		Renforcer l'équipement en informatique	Tribunal de résidence	6	2	12	4		4	4				12
Projet	Objectif	Activités	Localisation	Qté	CU	CT	Chronogramme d'exécution(en millions de Fbu)					Source de financement		
							2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Comm	Bail

		Encadrer les agents de l'ordre judiciaire relativement aux formations acquises	Commune Gitega	1	0,02	0,02	0,02						0,02	
		Organiser des échanges d'expérience des magistrats et ordre judiciaire	communes appuyées ou autres pays											
		Mettre en place une instance pénale de proximité (construction d'un local) et humaniser	Centre ville Gitega	2	20	40	20	20						40
		Appuyer le parquet pour la représentation du ministère public aux Tribunaux de résidence	Tribunal de résidence			0								
		Plaider pour la stabilisation de la fonction d'huissier	Tribunal de résidence											
		Créer un cadre d'échange de collaboration entre les différents acteurs: Enregistrer les cas d'ingérence et sanctionnés	Commune Gitega	5	0,05	0,25	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05		0,25	

Projet	Objectif	Activités	Localisation	Qté	CU	CT	Chronogramme d'exécution(en millions de Fbu)					Source de financement		
							2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Comm	Bail
Bonne gouvernance						0								
1 Amélioration de la gouvernance administrative	Mettre en place des mécanismes de la gestion transparente des biens publics	Renforcer les capacités des acteurs locaux de développement (Administrateur communal, structure communautaires, police, ...) sur les principes de bonne gouvernance	Commune Gitega	5	2	10	2	2	2	2	2			10
		Mobiliser les ressources internes et externes pour le développement	Commune Gitega	5	1	5	1	1	1	1	1		5	
		Développer un système d'autoévaluation interne	Commune Gitega	10	2	20	2	2	2	2	2	4	8	8
	Réduire les conflits fonciers dans la commune Gitega	Mettre en place un bureau foncier communal	Commune Gitega	1	2	2	2							2
		Renforcer les capacités du staff	Commune Gitega	5	1	5	5							5
		Vulgariser la loi (code foncier)	Commune Gitega	190	0,02	3,8	0,76	0,76	0,76	0,76			3,8	

Projet	Objectif	Activités	Localisation	Qté	CU	CT	Chronogramme d'exécution(en millions de Fbu)					Source de financement		
							2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Comm	Bail
		Former les médiateurs communautaires sur le code foncier et la résolution pacifique des conflits	Toutes les collines	38	0,02	0,76	0,19	0,19	0,19	0,19				0,76
		Appuyer dans l'amélioration des performances communales en matière de gouvernance	Commune											
		Appuyer la commune afin d'assurer la maîtrise d'ouvrage communal	Commune											
		Développer un système de suivi-évaluation	Commune Gitega	5	1	10	1	1	1	1			10	
Genre														
1 Promotion du genre comme moteur du développement de la commune	Lutter contre les violences basées aux genres	Etude des cas des violences basées aux genres et mettre en place d'une base de données	Commune Gitega	1	5	5	5							5
		Mettre en place un système de coordination	Chef lieu de la commune	1	1	1	1						1	
		Développer les stratégies de lutte contre les violences basées aux genres (réseaux collinaires et communal)	Toutes les collines	38	0,05	1,9	0,475	0,475	0,475	0,475			0,8	0,8
Projet	Objectif	Activités	Localisation	Qté	CU	CT	Chronogramme d'exécution(en millions de Fbu)					Source de financement		

			n				de Fbu)					Pop	Comm	Bail
							2013	2014	2015	2016	2017			
		Renforcer les capacités des différents acteurs	Commune Gitega	20	0,05	1	0,5	0,5	0,5	0,5				1
		Vulgariser les textes de loi en la matière	Toutes les collines	38	0,02	0,76	0,19	0,19	0,19	0,19			0,76	
		Elaborer un cahier de charge des différents acteurs	Commune Gitega	1	5	5	5							5
		Renforcer les capacités des comités de protection des Enfants(CPE)	Toutes les collines et quartiers	190	0,02	3,8	0,76	0,76	0,76	0,76	0,76			3,8
		Renforcer les capacités des associations œuvrant en matière de protection des enfants	Commune	5	1	5	1	1	1	1	1			5
		Créer et équiper un kiosque d'écoute aux doléances des enfants et femmes en difficultés	Gitega urbain	1	10	10		10						10
		Vulgariser le code de la famille pour la conscientisation des femmes	Toutes les collines et quartiers	190	0,02	3,8	0,76	0,76	0,76	0,76	0,76			3,8

Projet	Objectif	Activités	Localisation	Qté	CU	CT	Chronogramme d'exécution(en millions de Fbu)					Source de financement		
							2013	2014	2015	2016	2017	Pop	Comm	Bail
	Handicapés													
Promotion des droits des personnes vivant en situation d'handicap	Améliorer de conditions de vie des personnes vivant en situation d'handicap	Identifier les différents cas d'handicap	Commune Gitega	1	2	2	0,5	0,5	0,5	0,5			1	
		Sensibiliser les communautés sur leur prise en charge	Commune Gitega	38	0,02	0,76	0,19	0,19	0,19	0,19			1	
		Mettre en place d'un bureau d'accueil et de réadaptation (orientation)	Commune Gitega	1	15	15		15					1	
		Suivi et évaluation	Commune Gitega	4	0,05	0,2	0,05	0,05	0,05	0,05			0,2	
Total Axe n°4						573,2	125,1	217,01	109,01	93,71	12,57	9,25	76,19	472,7